



**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
(1^{er} JANVIER 2015 – 30 JUIN 2015)**

Exercice 2015

SOMMAIRE

1 - Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel

2 – Rapport d’activité semestriel

3 – Etat Consolidé de Situation Financière Intermédiaire au 30 juin 2015 et annexes

4 – Rapport des Commissaires aux Comptes sur l’information financière semestrielle



RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL :

Monsieur Jean-Paul ANSEL, Président du Conseil d'Administration

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Toulouse, le 30 NOVEMBRE 2015

Jean-Paul Ansel

Président du Conseil d'Administration



RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL au 30 juin 2015 (1^{er} janvier 2015 – 30 juin 2015)

En application des dispositions des articles R232-13 du Code de Commerce, L451-1-2 du Code Monétaire et Financier et 222-4 du Règlement Général de l'A.M.F., nous vous présentons le rapport d'activité semestriel d'Alpha MOS.

1 – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE

Le 1^{er} semestre de l'exercice 2015, a été marqué par les événements suivants :

- Création de la filiale BOYD SENSE Inc au capital de 100.000 \$ basée à SAN FRANCISCO dans la Silicon Valley dont l'activité est le développement de solutions connectées de mesures personnalisées des paramètres de santé, bien être et d'environnement.
L'entrée de Boyd Sense dans le périmètre du groupe Alpha Mos impacte le résultat net de l'ensemble consolidé de la période pour -414k€.
A périmètre constant à celui de l'exercice précédent, le résultat net de l'ensemble consolidé aurait été de -143k€.
- Modalités de remboursement du passif selon le plan de continuation de l'entreprise validé par décision du Tribunal le 19 septembre 2014 et mise en œuvre de ce plan au cours de l'exercice.

Pour mémoire, le passif qui était réparti de la façon suivante devrait être remboursé selon les modalités édictées ci-après :

⇒ Dettes fournisseurs :	492 061,95€
⇒ Dettes fiscales :	117 604,06€
⇒ Dettes sociales :	937 562,32€
⇒ Dettes financières :	1 799 880,09€
⇒ Autres dettes :	173 532€ (subvention projet Object World)

Modalités de remboursement :

- Paiement de la créance super privilégiée et des créances inférieures à 300 € pour un montant total de 354 349,38€.
- Poursuite de sept contrats de location ; Paiement à 100% du passif sur 9 ans selon la répartition suivante :
 - ⇒ 9 échéances annuelles progressives (Année 1 : 4%, Année 2 : 6%, Année 3 : 8%, Année 4 : 8%, Année 5 : 8%, Année 6 : 16,5%, Année 7 : 16,5%, Année 8 : 16,5%, Année 9 : 16,5%),
 - ⇒ Règlement en 36 trimestrialités entre les mains du commissaire à l'exécution du plan,
 - ⇒ Décaissement en 18 semestrialités auprès des créanciers par le commissaire à l'exécution du plan, la première semestrialité devant être réglée 6 mois après l'homologation du plan.

Au cours de l'exercice, la société a procédé aux remboursements suivants :

- ⇒ Dettes fournisseurs : 9 736,05€
- ⇒ Dettes sociales : 199 177,74€
- ⇒ Dettes fiscales : 2 352,08€
- ⇒ Dettes financières : 35 036,59€
- ⇒ Autres dettes : 3 470,64€
- ⇒ Paiement d'une trimestrialité pour 36 878,28€. La ventilation par nature de dette n'ayant pas été validée pour l'instant par le juge commissaire à l'exécution du plan, les soldes des dettes au 30 juin 2015 ne tiennent pas compte de ce paiement qui figure au 30 juin 2015 en totalité dans un compte d'actif en attente d'affectation.

Afin de valider le plan, les garanties suivantes avaient été données :

- Suite à l'augmentation de capital intervenue lors de l'exercice précédent, la société DMS s'est engagée à ce que cette augmentation de capital demeure au sein de la société ALPHA MOS durant la durée du plan et ne fera l'objet de remontées de trésorerie à d'autres sociétés du groupe DMS.
- Inaliénabilité du fonds de commerce durant toute la période du plan.
- Il n'y aura aucune distribution de dividendes pendant la durée d'exécution du plan.

Activité du 1^{er} semestre 2015

Données en k€ - IFRS	30 juin 2015 (6 mois)	31 mars 2014 (6 mois)	Variation (%)	30 juin 2014 (6 mois) **	Variation (%) **
Chiffre d'affaires total	3 742 k€	3 573 k€	+ 5 %	3 821 k€	-2 %
Japon	1 140 k€	1 113 k€	+2 %	1 322 k€	-14 %
Europe	892 k€	1 008 k€	-12 %	1 024 k€	-13 %
Etats-Unis	831 k€	844 k€	-2 %	965 k€	-14 %
Asie (hors Japon)	793 k€	512 k€	+54 %	383 k€	+107 %
Autres	86 k€	96 k€	-10 %	127 k€	-31 %

** données de gestion internes n'ayant pas fait l'objet d'un audit ou examen limité des commissaires aux comptes

Pour mémoire, Alpha M.O.S a recalé son exercice comptable sur le calendrier civil, et publie donc son activité semestrielle au 30 juin de l'exercice en cours.

Après un premier trimestre en croissance de + 26 %, le 2^{ème} trimestre 2015, comme anticipé a vu le chiffre d'affaires du groupe s'afficher en retrait. Cependant, le carnet de commandes fermes est en forte progression. Si le recul de 29% du chiffre d'affaires (1 401 k€ versus 1 961 k€) s'explique essentiellement par la saisonnalité et le cycle long des ventes, la progression de 38% du carnet de commandes fermes au 30 juin 2015, à 1,44 M€, provient elle, de la focalisation commerciale mise en place depuis le début de l'exercice en cours.

Au global sur le 1^{er} semestre 2015, le chiffre d'affaires d'Alpha M.O.S atteint 3,7 M€, quasi stable par rapport au 1^{er} semestre 2014 (3,8 M€) et la répartition géographique des ventes reste équilibrée, avec le Japon qui représente 30 % du chiffre d'affaires, l'Europe, 24 %, les Etats Unis, 22 % et l'Asie (hors Japon), 21 %.

Comme annoncé lors de la publication du chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2015, Alpha M.O.S a continué, au cours du 2^{ème} trimestre 2015, à se concentrer sur les produits à fortes marges, notamment les logiciels compatibles avec tous types de chromatographes gazeux, essentiellement sur les marchés de l'alimentaire et de l'environnement.

Ce recentrage s'accompagne d'une réorganisation commerciale vers ces métiers. Un support applicatif avant-vente a donc été mis en place, permettant de livrer des instruments clés en mains, ainsi qu'un service après-vente afin d'accélérer la construction des banques de données sur site chez les clients.

Perspectives et stratégie du second semestre 2015

L'équipe commerciale clés a gagné, au cours du 2^{ème} trimestre 2015, plusieurs appels d'offre significatifs et notamment plusieurs commandes et installations pour des clients existants, essentiellement du secteur des boissons alcoolisées et carbonatées. Le plein effet de ces ventes sera visible aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2015. Alpha M.O.S confirme en outre le succès rencontré par les logiciels de traitement de données autonomes pour l'identification des odeurs simplifiées et le contrôle de production, avec plusieurs commandes enregistrées ces derniers mois. Si leur chiffre d'affaires reste limité au 1^{er} semestre 2015, il augmentera progressivement sur la fin de l'année et s'accompagnera d'un effet positif sur les marges.

2 – REVUE DES ELEMENTS FINANCIERS

2.1 Résultats

Le résultat net part du groupe s'élève à -0.375 M€ (contre -0.061 M€ au 31 décembre 2014 (3 mois) et -1,195 M€ au 31 mars 2014 (6mois).

L'entrée de BoydSense dans le périmètre du groupe Alpha Mos impacte le résultat net de l'ensemble consolidé de la période pour -0.414M€. A périmètre constant à celui de l'exercice précédent, le résultat net de l'ensemble consolidé aurait été de -0.143M€.

Le taux de marge brute de 63.76% est en légère augmentation (62.81% au 31/12/2014).

Les autres postes de charges d'exploitation évoluent comme suit :

- charges de personnel pour 1.903 k€, contre 842 k€ en augmentation (842k€ au 31/12/2014 exercice de 3 mois),
- autres charges externes (1.149 k€) restent contenues (617 k€ au 31/12/2014 exercice de 3 mois),

Le résultat financier s'établit à 22 k€ (contre +26 k€ au 31 décembre 2014).

2.2 Structure Financière

Les capitaux propres consolidés s'établissent à 4,89 M€ (contre 5,48 M€ au 31 décembre 2014).

Les autres postes du passif ont évolué comme suit:

- les passifs financiers et autres passifs non courants à plus d'un an s'établissent à 3,18 M€ (contre 2,57 M€ au 31 Décembre 2014),
- les dettes financières à moins d'un an s'établissent à 0,20 M€ (contre 0,16 M€ au 31 Décembre 2014),
- les dettes fournisseurs et autres passifs courants non financiers s'établissent à 2.25 M€ (contre 2,86 M€ au 31 décembre 2014).

Par ailleurs, la société et ses filiales ont poursuivi avec succès leurs actions de réduction des actifs courants; ainsi :

- avec une stabilisation des stocks et en-cours de production qui s'établissent à 0.902 M€ (contre 0.899 M€ au 31 décembre 2014),
- une baisse des créances clients s'établissent à 0.946 M€ (contre 1,029 M€ au 31 décembre 2014).

Enfin la trésorerie en fin de période s'établit à 5.318 M€ (contre 5,956 M€ au 31 décembre 2014) impacté par le remboursement du passif sur la période à hauteur de 0.287M€ (intégrant la trimestrialité en attente d'affectation par le commissaire à l'exécution du plan).

2.3 Risques et incertitudes

En application de l'article 222-6 du Règlement Général de l'AMF, le Groupe est appelé à se prononcer sur les risques et incertitudes sur les 6 mois jusqu'à la fin de l'exercice.

Le carnet de commandes au 30 juin 2015 s'établissait à 1,44 M€, en sensible hausse par rapport au 30 juin 2014 à 1.04 M€ soit une augmentation de 38%.

Cette valeur offre une visibilité à environ 2 mois sur l'activité qui reste très dépendante des succès de l'action commerciale.

Les ventes de la société et de ses filiales restent sur une répartition géographique équilibrée, avec le Japon qui représente 30 % du chiffre d'affaires, l'Europe, 24 %, les Etats Unis, 22 % et l'Asie (hors Japon), 21 %. Une prédominance en termes sectoriels du secteur agro-alimentaire se dessine toujours. Par ailleurs, on ne note aucune dépendance à un client particulier.

Par ailleurs, la société est engagée dans un certain nombre de litiges qui ont fait l'objet des provisions adaptées.

3 – EVENEMENTS POSTERIEURS

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

4 – PERSPECTIVES

La société a pour objectif, sur le second semestre de l'exercice en cours, d'enregistrer une augmentation de son activité et un redressement de sa rentabilité opérationnelle par une focalisation encore plus accrue de ses recherches, et de son activité commerciale afin de maximiser son efficacité.

Compte tenu des investissements très importants supportés sur le 1^{er} semestre dans la filiale BOYD Sense, et qui se maintiendront sur le second semestre l'exercice 2015 verra une nette amélioration de la rentabilité sur l'activité historique de la société, mais elle restera globalement déficitaire.

Pour rappel, Boyd Sense est la filiale, dédiée aux micro-capteurs pour les objets connectés grand public, porteuse de forts potentiels pour le groupe.

Fait à Toulouse, le 30 NOVEMBRE 2015

Le Conseil d'Administration



ALPHA M.O.S SA

**COMPTES CONSOLIDES
SITUATION FINANCIERE INTERMEDIAIRE
AU 30 JUIN 2015**

ETAT DE SITUATION FINANCIERE – ACTIF

ACTIF		30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
	Notes	(6 mois)	(3 mois)	(6 mois)
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	8	792 388	784 285	762 461
Ecart d'acquisition	6,14	328 817	363 006	428 921
Immobilisations corporelles	9	196 652	162 439	236 809
Immobilisations financières	10	220 472	215 318	218 525
Autres actifs non courants	11	0	0	111 390
<u>TOTAL I</u>		1 538 330	1 525 047	1 758 107
Actifs courants				
Stocks et en-cours	12	901 919	898 656	686 019
Clients et comptes rattachés	13	946 161	1 029 871	1 195 573
Autres actifs courants	15	2 060 379	2 027 669	1 286 454
Placement à court terme				0
Trésorerie et équivalents	16	5 317 669	5 955 640	507 506
<u>TOTAL II</u>		9 226 128	9 911 836	3 675 553
TOTAL DE L'ACTIF		10 764 457	11 436 883	5 433 660

ETAT DE SITUATION FINANCIERE – PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014 (6 mois)
Capitaux propres				
Capital	17	4 599 384	4 576 361	833 809
Primes liées au capital		3 787 969	3 769 550	1 353 205
Réserves		- 2 589 274	- 2 589 268	-2 406 385
Résultat de l'exercice		-374 789	-61 540	-1 194 560
Intérêts minoritaires		- 155 849		
Ecart de conversion		- 376 307	- 212 365	-79 677
Subventions d'investissements				0
TOTAL I		4 891 134	5 482 738	-1 493 608
Passifs non courants				
Provisions pour risques et charges	18,19	240 817	363 937	570 364
Passifs financiers à long terme	20	1 748 546	1 473 374	1 326 987
Autres passifs non courants	20	1 434 155	1 100 089	
		3 423 519	2 937 400	1 897 351
Passifs courants				
Passifs financiers à court terme	20	200 839	157 116	578 465
Fournisseurs et comptes rattachés	21	719 547	938 132	1 402 231
Autres dettes et comptes régul	21	1 529 419	1 921 497	3 049 221
TOTAL II		2 449 805	3 016 745	5 029 917
TOTAL DU PASSIF		10 764 458	11 436 883	5 433 660

COMPTE DE RESULTAT

	Notes	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014 (6 mois)
Produits des activités ordinaires		3 742 196	2 072 671	3 572 523
Autres produits des activités courantes	26	98 127	143 329	247 181
Variation stock de produits finis		208 952	57 006	175 409
Achats consommés		-1 565 072	- 827 808	-1 392 625
Charges de personnel	25	-1 902 769	- 842 559	-2 224 383
Autres charges externes		-1 149 009	- 616 636	-1 111 707
Impôts et taxes		-76 873	- 18 177	-151 046
Dotations aux amortissements		-87 584	-40 246	-154 166
Variation des provisions		190 522	35 105	-199 454
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	-34 189	0	
Résultat opérationnel courant		-575 699	- 37 316	-1 238 268
Autres produits et charges opérationnels	28	-1 325	-12 296	70 079
Résultat opérationnel		-577 024	- 49 612	-1 168 189
Résultat financier	29	21 653	26 410	-27 629
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts		-555 371	- 23 201	-1 195 818
Impôt sur les bénéfices	24	-2 078	-38 338	1 258
Résultat net de l'ensemble consolidé		-557 450	- 61 540	-1 194 560
Part revenant aux intérêts minoritaires	1	182 661	0	0
Résultat net part de groupe		-374 789	- 61 540	-1 194 560
Résultat par action (brut)		- 0.016	- 0.003	
Résultat par action (dilué)		- 0.016	- 0.003	-0.29

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'Euros	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Résultat net consolidé	-375	-61	-1195
Indemnités de départ à la retraite	-15	-26	
Effet d'impôt			
Eléments non reclassables en résultat			
Ecart de conversion	-164	-34	14
Effet d'impôt			-4
Eléments reclassables en résultat	-164	-34	10
Résultat global consolidé	-554	-121	- 1185

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	Capital Actions Ordinaires	Réserves et résultats non distribués	Ecart de Conversion	Ecart Actuariels	Part Minoritaires	Total
Au 30 septembre 2013	834	-1 057	-93			-314
Ecart de conversion			-84			-84
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres	0	0	-84			-84
Résultat net		-157				-157
Total du résultat global	0	-157	-84			-241
Au 30 septembre 2014	834	-1214	-178			-555
Augmentation de capital	3 742					3 742
Prime d'émission		2 417				2 417
Ecart de conversion			-34			-34
Ecart actuariels sur Indemnités départ à la retraite				-26		-26
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres	0	0	-34	-26		-60
Résultat net		-61				-61
Total du résultat global	0	-61	-34	-26		-121
Au 31 décembre 2014	4 576	1 142	-212	-26		5 483
Augmentation de capital	23					23
Prime d'émission		18				18
Ecart de conversion			-164			-164
Ecart actuariels sur Indemnités départ à la retraite				-15		-15
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres	0	0	-164			-179
Correction Capitaux propres N-1		77				77
Résultat net du groupe		-375				-375
Intérêts minoritaires					-156	-156
Total du résultat global	0	-375				-375
Au 30 juin 2015	4 599	862	-376	-41	-156	4 891

ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

En € 000

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
	Net	Net	Net
Résultat net part du groupe	-375	-62	-1195
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie:			
Plus ou moins-value de cession	-	-	
Amortissements et provisions	15	57	190
Impôts différés	0	0	0
Charges et produits liés aux stock-options	0	0	0
Autres	29	38	14
Variation des actifs et passifs courants:			
Stocks	-3	-192	41
Clients et comptes rattachés	84	7	69
Autres actifs courants	-33	-423	258
Fournisseurs	-217	-17	76
Autres passifs	3	-165	812
Variation des autres actifs non courants	0	277	-111
Variation des écarts de conversion	-164	-34	14
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-661	-513	+168
Acquisition d'immobilisations	-141	-52	-91
Cessions d'immobilisations	0	0	0
Variation des intérêts minoritaires	-156	-	0
Variation des immobilisations financières	-5	-6	-18
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement	-302	-58	-109
Augmentation de capital	41	6 159	0
Variation des emprunts LT	373	0	0
Remboursement des emprunts à LT	-87	0	0
Variation des passifs financiers courants	0	-20	-74
Variation des dettes affacturage	0	-4	-334
Cession de comptes à terme et des autres actifs détenus à des fins de transactions			
Titres d'autocontrôle	0	0	0
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement	327	6 135	-408
VARIATION DE TRESORERIE	-636	5 564	-349
Trésorerie en début d'exercice	5 950	387	854
Trésorerie en fin d'exercice	5 314	5 950	505

GROUPE ALPHA MOS

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE

Présentation

Note 1 : Faits Majeurs de la période

Note 2 : Evènements postérieurs à la clôture

Note 3 : Continuité d'exploitation

Note 4 : Règles et méthodes comptables

Note 5 : Périmètre de consolidation

Note 6 : Ecart d'acquisition

Note 7 : Information sectorielle

Note 8 : Tableau de variation des immobilisations incorporelles

Note 9 : Tableau de variation des immobilisations corporelles

Note 10 : Tableau de variation des immobilisations financières

Note 11 : Autres actifs non courants

Note 12 : Stocks et en-cours

Note 13 : Clients et comptes rattachés

Note 14 : Evolution des provisions sur actif

Note 15 : Autres actifs courants

Note 16 : Trésorerie et équivalents

Note 17 : Composition du capital social

Note 18 : Provisions pour risques et charges

Note 19 : Indemnités de départ à la retraite

Note 20 : Passifs financiers

Note 21 : Passifs courants

Note 22 : Passifs éventuels

Note 23 : Information relative aux parties liées

Note 24 : Impôts

Note 25 : Charges de personnel

Note 26 : Autres produits des activités courantes

Note 27 : Frais de recherche et développement

Note 28 : Autres produits et charges opérationnelles

Note 29 : Résultat Financier

Note 30 : Résultat par action

Note 31 : Effectif moyen

Note 32 : Engagements financiers

Note 33 : Rémunération des organes sociaux – modalités de rupture des mandats sociaux

Note 34 : Titres donnant accès au capital

Note 35 : Information relative à la juste valeur des actifs et passifs financiers

Note 36 : Gestion des risques

Note 37 : Tableau de variation de l'endettement financier net

PRESENTATION

Les présents comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2015 sont établis par ALPHA M.O.S, société anonyme de droit français dont le siège est à Toulouse (31400) 20 avenue Didier Daurat.

ALPHA M.O.S est une société d'instrumentation qui conçoit, fabrique et commercialise, directement, via ses filiales et via des distributeurs:

- une gamme complète d'équipements innovants dédiés à la caractérisation olfactive, gustative et visuelle : nez, langues et yeux électroniques, ainsi que des instruments plus généraux de chromatographie,
- des systèmes de mesure en continu des nuisances olfactives en environnement,
- des services d'analyse sensorielle ou chimique en amont ou en accompagnement de la vente des produits
- des dispositifs spéciaux de préparation et extraction d'échantillons, en complément des produits, pour automatiser les analyses chimiques.

Créée en 1993, la société est cotée sur Euronext Paris Eurolist – Compartiment C (FR0000062804 ALM) depuis 1998.

NOTE 1 : FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Le 1^{er} semestre de l'exercice 2015, a été marqué par les événements suivants :

- Création de la filiale BOYD SENSE Inc au capital de 100.000 \$ basée à SAN FRANCISCO dans la Silicon Valley dont l'activité est le développement de solutions connectées de mesures personnalisées des paramètres de santé, bien être et d'environnement.
L'entrée de BoydSense dans le périmètre du groupe Alpha Mos impacte le résultat net de l'ensemble consolidé de la période pour -414k€. A périmètre constant à celui de l'exercice précédent, le résultat net de l'ensemble consolidé aurait été de -143k€.
- Modalités de remboursement du passif selon le plan de continuation de l'entreprise validé par décision du Tribunal le 19 septembre 2014 et mise en œuvre de ce plan au cours de l'exercice :

Pour mémoire, le passif qui était réparti de la façon suivante devrait être remboursé selon les modalités édictées ci-après :

- ⇒ Dettes fournisseurs : 492 061,95€
- ⇒ Dettes fiscales : 117 604,06€
- ⇒ Dettes sociales : 937 562,32€
- ⇒ Dettes financières : 1 799 880,09€
- ⇒ Autres dettes : 173 532€ (subvention projet Object World)

Modalités de remboursement :

- Paiement de la créance super privilégiée et des créances inférieures à 300 € pour un montant total de 354 349,38€.
- Poursuite de sept contrats de location ; Paiement à 100% du passif sur 9 ans selon la répartition suivante :
 - ⇒ 9 échéances annuelles progressives (année 1 : 4%, Année 2 : 6%, Année 3 : 8%, Année 4 : 8%, Année 5 : 8%, Année 6 : 16,5%, Année 7 : 16,5%, Année 8 : 16,5%, Année 9 : 16,5%),
 - ⇒ Règlement en 36 trimestrialités entre les mains du commissaire à l'exécution du plan,
 - ⇒ Décaissement en 18 semestrialités auprès des créanciers par le commissaire à l'exécution du plan, la première semestrialité devant être réglée 6 mois après l'homologation du plan.

Au cours de l'exercice, la société a procédé aux remboursements suivants :

- ⇒ Dettes fournisseurs : 9 736,05€
- ⇒ Dettes sociales : 199 177,74€
- ⇒ Dettes fiscales : 2 352,08€
- ⇒ Dettes financières : 35 036,59€
- ⇒ Autres dettes : 3 470,64€
- ⇒ Paiement d'une trimestrialité pour 36 878,28€. La ventilation par nature de dette n'ayant pas été validée pour l'instant par le juge commissaire à l'exécution du plan, les soldes des dettes au 30

juin 2015 ne tiennent pas compte de ce paiement qui figure au 30 juin 2015 en totalité dans un compte d'actif en attente d'affectation (Confère note 15).

Afin de valider le plan, les garanties suivantes avaient été données :

- Suite à l'augmentation de capital intervenue lors de l'exercice précédent, la société DMS s'est engagée à ce que cette augmentation de capital demeure au sein de la société ALPHA MOS durant la durée du plan et ne fera l'objet de remontées de trésorerie à d'autres sociétés du groupe DMS.
- Inaliénabilité du fonds de commerce durant toute la période du plan.
- Il n'y aura aucune distribution de dividendes pendant la durée d'exécution du plan.

NOTE 2 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

NOTE 3 : CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Les comptes ont été arrêtés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

NOTE 4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés IFRS présentés concernent le premier semestre de l'exercice 2015 pour Alpha Mos S.A. (France), société consolidante, et ses filiales.

1. Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié, les comptes consolidés intermédiaires du groupe Alpha Mos au 30 juin 2015 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2015 sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2014. Sauf la norme IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » qui est appliquée pour la première fois.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes, interprétations et amendements dont l'application est obligatoire pour la première fois sur les exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2014.

Celles-ci portent sur :

- IAS 27 R : Etats financiers individuels
- IAS 28 R : Participation dans des entreprises associées
- IFRS 10 : Etats financiers consolidés
- IFRS 11 : Accords conjoints
- IFRS 12 : Informations sur les participations
- IAS 32 : Compensation
- IAS 36 : Montant recouvrable
- IAS 39 : Novation
- Amendements IFRS 10,12 et 27R

Ces nouvelles normes ne sont pas toutes applicables au groupe. Pour celles qui sont applicables, il n'y a pas d'impact significatif sur les états financiers présentés.

Enfin, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais dont la date d'application obligatoire en Union Européenne est postérieure à la date du présent exercice ne sont pas appliquées par anticipation par le Groupe au 30 juin 2015.

2. Comptes consolidés

Les comptes consolidés de l'exercice 2015, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 septembre 2015. Ils sont libellés en euros.

3. Méthode de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Alpha Mos S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

4. Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture; leur compte de résultat est converti au taux moyen mensuel de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

5. Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2015 n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6. Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les principes énoncés ci-dessus oblige les dirigeants du Groupe à faire des estimations et à émettre des hypothèses qui affectent les montants consolidés des actifs et des passifs ainsi que les montants des charges et des produits enregistrés durant l'année dans le compte de résultat. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principaux postes concernés par ces estimations sont les suivants : les provisions sur stocks, les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur les comptes clients.

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation après analyse par famille de matériel stocké et/ou ligne à ligne pour l'ensemble des références en stock, lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les risques ont fait l'objet d'une analyse par dossier objet d'une réclamation d'un tiers ou susceptible de donner lieu à une réclamation.

7. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) réalisé par le Groupe Alpha MOS se composent principalement de ventes de produits finis (nez, langues et yeux électroniques, chromatographes, échantillonneurs) dont le fait générateur de l'enregistrement en comptabilité est la livraison.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des prestations de services (études, travaux de recherche et développement..) est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation effective de ces prestations.

Conformément à la norme IAS 18 « Revenus », les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des contrats de sous-traitance est comptabilisé en fonction du pourcentage d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture. Les produits du contrat sont rattachés aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges. Aux premiers stades du contrat, si le résultat de celui-ci ne peut être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés qu'à concurrence des coûts encourus dont le recouvrement est attendu.

8. Autres produits des activités courantes

Ils incluent principalement les subventions reçues dans le cadre de programmes de développement comptabilisées au prorata de l'avancement du projet et le crédit d'impôt recherche.

9. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des Autres produits et charges opérationnels, qui comprennent principalement l'effet :

- des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à-dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement,
- des plus ou moins-values ou dépréciations d'actifs,
- du résultat financier,
- des impôts courants et différés

10. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.

Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33,33 % pour la société mère.

Compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des Impôts Différés Actifs, ils ne sont pas reconnus. A titre d'information, le montant théorique des Impôts Différés Actifs au 30 juin 2015 s'élevait à 4 950 k€.

11. Frais de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut :

- démontrer son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- évaluer précisément les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement,
- évaluer le coût de cet actif de façon fiable.

Le Groupe suit l'évolution de ses projets de développement individuellement. A partir du moment où les conditions énoncées dans la norme sont réunies, les frais identifiés sur le plan analytique sont activés net des subventions ou aides publiques en conformité avec IAS 20. L'amortissement est calculé sur les durées standards suivantes :

- Projets de développement de logiciels : 3 ans
- Projets de développement d'instruments : 5 ans.

Ce rythme peut être accéléré en fonction des perspectives de rentabilité par projet. Ainsi, la Société revoit, lors des Situations semestrielle et annuelle, le chiffre d'affaires réalisé sur chaque projet, la marge dégagée et les prévisions d'activité. Lorsque les réalisations sont inférieures aux hypothèses initiales en termes de marge, la Société procède à la dépréciation du projet par voie de provision.

Des provisions pour dépréciation ou un amortissement exceptionnel sont constatés lorsqu'il apparaît que les avantages économiques attendus ne sont pas atteints.

12. Autres immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement aux frais de dépôt de brevet (frais de dossiers) validés ou en cours de validation. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilisation estimée à 10 ans dès que leur validation est effective.

13. Ecart d'acquisition (Goodwill)

La norme IFRS3 révisée est applicable à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} octobre 2009. En application d'IFRS3R, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie remise le jour de l'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

L'excédent de la somme du coût d'acquisition et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise par rapport au solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à la juste valeur est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part d'intérêt revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise ou à la juste valeur de l'ensemble des actifs nets de l'entité acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} octobre 2009 ont été comptabilisés selon la norme IFRS3 antérieure en application de laquelle, notamment, les frais d'acquisition étaient incorporés dans l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition comptabilisé séparément fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite ci-dessous.

Il est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel, sur une ligne «Dépréciations de l'écart d'acquisition».

Pour le test de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont rattachés aux Unités Génératrices de Trésorerie (ou groupes d'UGT) identifiés au sein du Groupe. Une UGT correspond à un ensemble homogène générant des flux de trésorerie identifiables et indépendants d'autres UGT.

14. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Pilotes et prototypes	Linéaire	3 ans
Matériel industriel	Linéaire ou dégressif	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	8 ans
Agencements, aménagements, installations	Linéaire	10 ans

15. Contrats de location financement

Les biens mobiliers détenus par voie de contrats de location sont comptabilisés au bilan quand la réalité économique du contrat correspond à un transfert de la propriété du bien et à un financement au regard de l'IAS 17.

16. Autres Actifs non courants

Les autres actifs non courants correspondent aux impôts différés actifs ainsi qu'à la quote-part du crédit d'impôt recherche dont le dénouement prévu à ce jour va au-delà d'un an.

Il est rappelé qu'en raison des incertitudes sur leur recouvrabilité future, les impôts différés actifs ne sont pas reconnus (voir 4.10 supra).

17. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est passée en revue et en cas d'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinies.

18. Stocks et encours

Les matières premières figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition hors frais de transport selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (Méthode F.I.F.O).

Les produits finis figurent à l'actif pour leur coût de revient qui intègre le coût de la matière première, les coûts de sous-traitance ainsi que les frais de main d'œuvre internes relatifs au contrôle qualité des capteurs.

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués selon leur coût d'acquisition ou leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

19. Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie. Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par les normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir ».

Comme indiqué en Notes 10 et 16 infra, les Valeurs mobilières de placement nanties ont été reclassées en Immobilisations Financières à compter de l'exercice 2012/2013.

Par ailleurs, la valeur nette du contrat de liquidité a été imputée sur les réserves consolidées à compter de l'exercice 2012/2013 (avec retraitement de 2011/2012 pour comparabilité), en application d'IAS 32.

19.1. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

Actifs détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat.

19.2 Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

19.3 Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Le Groupe couvre ponctuellement les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme. Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les instruments dérivés utilisés par le groupe peuvent être désignés comme instruments de couverture de flux futurs de trésorerie qui permettent de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place et si l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes pour les couvertures de flux futurs de trésorerie : la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en 'Résultat financier'. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

La société n'a qualifié aucun instrument de couverture à la clôture de la période.

Elle n'a utilisé aucun instrument de couverture sur la période.

20. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

21. Indemnités de départ à la retraite

Conformément à la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société mère sont intégralement provisionnés, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations.

Les évaluations sont effectuées en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La méthode de calcul intègre principalement une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite, un taux d'actualisation financière, un taux d'inflation, et des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS. Les écarts actuariels sont comptabilisés en capitaux propres. L'application rétrospective d'IAS 19 révisée n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers historiques présentés.

22. Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le CICE comptabilisé au cours de l'exercice intermédiaire arrêté au 30 juin 2015 s'élève à 24 571 €.

Le traitement comptable de ce crédit d'impôt a été opéré par le débit du compte « 444400 Etat CICE » et par le crédit du compte « 645840 CICE ».

La comptabilisation de ce crédit d'impôt au crédit d'un compte de charges de personnel vient diminuer le poids des charges de personnel sur l'exercice. Cette baisse des charges de personnel entraîne une amélioration de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et améliore dans la même proportion le résultat d'exploitation.

Ce crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi devrait permettre à notre entreprise de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution des fonds de roulement.

23. Plans de souscription et d'achat d'actions

Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres). La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

24. Subventions publiques

Le dispositif français de Crédit Impôt recherche est considéré comme une subvention publique.

La part des sommes correspondant au Développement de produits spécifiques est classée en moins des actifs et imputée au compte de résultat au même rythme que l'amortissement des actifs correspondant, en diminution de la charge d'amortissement. La part correspondant aux travaux de recherche est comptabilisée en Autres Produits des activités courantes.

NOTE 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Raison sociale	Forme	Siren	Capital social (en monnaie locale)	siège	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Alpha MOS	SA	389.274.846	4 573 675	Toulouse (31)	société mère	société mère	IG
Alpha MOS America	Inc (USA)	-	2.114.779	Maryland	100 %	100 %	IG
Alpha MOS UK	Ltd UK	-	2	Coventry	100 %	100%	IG
Alpha Mos Japan	KK (Japan)	-	10.000.000	Tokyo	100%	100%	IG
Alpha MOS (Shanghai) Instruments Trading Co	WOFE		1.002.000	Shanghai	100%	100%	IG
Boyd Sense	(USA)		100.000	Delaware	70%	70%	IG

Alpha MOS UK n'a pas d'activité significative depuis le 1^{er} octobre 2000.

NOTE 6 - ECART D'ACQUISITION

Alpha Mos S.A. a acquis le 11 juillet 2008 la totalité des parts sociales de la société française Périchrom installée en région parisienne et dont l'objet social est la fabrication et la vente de matériels et consommables destinés aux laboratoires.

La société Perichrom a été absorbée par Alpha MOS SA au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

L'acquisition de la société Périchrom a généré un écart d'acquisition de 484 K€ qui s'établit comme suit:

Prix d'acquisition	440 k€
Ajustement de prix	- 47 k€
Frais d'acquisition intégrés au coût des titres	76 k€
Capitaux propres de la société Périchrom au 11/07/2008	<u>15 k€</u>
Ecart d'acquisition	484 k€

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'écart d'acquisition de Périchrom est affecté est appréciée en fonction de la plus forte valeur entre:

- la valeur d'utilité appréciée sur la base des cash-flows futurs de trésorerie actualisés
- la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Le montant cumulé des dépréciations au 30 juin 2015 s'élève à 155 K€. Le test réalisé en date du 30 juin 2015, à induit une dépréciation complémentaire de 34 K€.

Les principales variables retenues sont les suivantes:

- les prix de ventes sont stables
- les prévisions de ventes d'unités de PR2100 sont décroissantes
- les prévisions de ventes d'ULYS sont en croissance
- le Taux d'actualisation est de 15%.

Une variation du taux de marge brute de 1% ou une variation du taux d'actualisation de 2% de plus nécessiterait une dépréciation complémentaire.

NOTE 7 - INFORMATION SECTORIELLE

Alpha M.O.S. n'opère que sur un seul secteur d'activité (instrumentation).

Sur le plan géographique, le Groupe commercialise ses produits aux Etats-Unis à travers sa filiale américaine et au Japon par l'intermédiaire de sa filiale Alpha Mos Japan.

Sur la période, et comme au cours de l'exercice précédent, la filiale chinoise créée en 2011 a exercé une activité commerciale et de support technique, les ventes sur la zone étant réalisées directement par la société-mère.

La société mère opère sur le reste du monde.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

La répartition par zone géographique s'analyse comme suit:

	Social Alpha Mos America Inc	Social Alpha Mos Japan	Social Alpha Mos Chine	Social I Boyd Sense	Social Alpha Mos France	Elimination	Total
Au 30 juin 2015 (6 mois)							
Chiffre d'affaires (1)	825	1 106	59	0	2 549	-797	3 742
Valeur comptable des actifs (2)	614	831	157	89	11 123	-2 050	10 764
Résultat opérationnel	0	-61	-79	-609	56	116	-577
Investissements corporels et incorporels (2)	2	8	8	0	151	-29	140
Au 31 décembre 2014 (3 mois)							
Chiffre d'affaires (1)	364	791	72		1 266	-420	2 073
Valeur comptable des actifs (2)	574	856	188		11 046	- 1 227	11 437
Résultat opérationnel	145	112	-22		-303	18	-50
Investissements corporels et incorporels (2)	0	2	0		74	-24	52
Au 31 mars 2014 (6 mois)							
Chiffre d'affaires (1)	593	1 117	106		2 245	-490	3 573
Valeur comptable des actifs (2)	315	867	169		4 759	-954	5 157
Résultat opérationnel	66	65	-235		-1 409	328	-1 185
Investissements corporels et incorporels (2)	0	1	0		28		28

(1) Selon la situation géographique

(2) Selon l'implantation géographique des actifs

NOTE 8 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**30 juin 2015**

Valeurs brutes	31/12/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	30/06/2015
Frais R&D	1 073	54	0	1 127
Brevets	313	0	0	313
Brevets en cours de validation	50	4	0	54
Logiciels	97	3	0	100
Logiciels en cours	0	0	0	0
Total	1 533	61	0	1 594

Amortissements et Dépréciations	31/12/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	30/06/2015
Amortissement & Déprec des frais de R&D	412	44	0	456
Amortissement & Déprec des brevets	243	8	0	251
Amortissement & Déprec logiciels	94	1	0	95
Total	749	53	0	802
<u>Valeur nette</u>	<u>784</u>			<u>791</u>

L'évolution des frais de R&D immobilisés au cours de l'exercice intègre les charges immobilisées conformément aux principes d'IAS38.

31 décembre 2014

Valeurs brutes	30/09/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/12/2014
Frais R&D	1 035	38	0	1 073
Brevets	313	0	0	313
Brevets en cours de validation	49	1	0	50
Logiciels	97	0	0	97
Logiciels en cours	0	0	0	0
Total	1 494	39	0	1 533

Amortissements et Dépréciations	30/09/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/12/2014
Amortissement & Déprec des frais de R&D	399	19	- 6	412
Amortissement & Déprec des brevets	238	5	0	243
Amortissement & Déprec logiciels	94	0	0	94
Total	731	24	- 6	749
<u>Valeur nette</u>	<u>763</u>			<u>784</u>

NOTE 9 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**30 juin 2015**

Valeurs brutes	31/12/2014	Augmentations de la période	Cessions de la période	30/06/2015
Installations générales	216	6	0	222
Installations Techniques, Matériel et Outillage	855	34	- 6	883
Matériel de bureau & Informatique	183	25	0	208
Mobilier de bureau	34	8	0	41
Véhicules	56	7	0	63
Total	1 343	80	- 6	1 417
<i>Dont écart de conversion</i>		<i>11</i>	<i>0</i>	
Amortissements et Dépréciations	31/12/2014	Augmentations de la période	Cessions de la période	30/06/2015
Amort. & Dépréc. Installations générales	166	8	0	174
Amort. & Dépréc. Install. Tech, Matériel et Outillage	766	19	- 6	779
Amort. & Dépréc. Matériel bureau et Informatique	162	13	0	175
Amort. & Dépréc. Mobilier de bureau	30	3	0	33
Amort. & Dépréc. véhicules	56	1	0	57
Total	1 181	45	- 6	1 220
<i>Dont écart de conversion</i>		<i>9</i>	<i>0</i>	
Valeur nette	162			197

31 décembre 2014

Valeurs brutes	30/09/2014	Augmentations de la période	Cessions de la période	31/12/2014
Installations générales	216	0	0	216
Installations Techniques, Matériel et Outillage	854	1	0	855
Matériel de bureau & Informatique	225	10	- 53	183
Mobilier de bureau	34	2	- 2	34
Véhicules	56	0	0	56
Total	1 385	13	- 55	1 343

Dont écart de conversion 0 - 3

Amortissements et Dépréciations	30/09/2014	Augmentations de la période	Cessions de la période	31/12/2014
Amort. & Dépréc. Installations générales	162	4	0	166
Amort. & Dépréc. Install. Tech, Matériel et Outillage	760	6	0	766
Amort. & Dépréc. Matériel bureau et Informatique	218	6	- 62	162
Amort. & Dépréc. Mobilier de bureau	32	0	- 2	30
Amort. & Dépréc. véhicules	56	0	0	56
Total	1 228	16	- 62	1 181

Dont écart de conversion 0 - 6

Valeur nette 157 162

NOTE 10 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	30/06/2015
Valeurs brutes				
Prêts	45	0	0	45
Dépôts et cautionnements	125	7	- 2	130
Valeurs mobilières de placement	45	0	0	45
Total	215	7	- 2	220
Dont écart de conversion		3	0	
Provision sur dépôt et cautionnement	0		0	0
Total	0	0	0	0
Valeur nette	215			220

Les variations n'appellent pas de commentaire particulier.

NOTE 11 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Suite au changement de date de clôture, la créance de crédit d'impôt Recherche au titre de l'exercice, recouvrable à moins d'un an, est classée dorénavant dans les actifs courants.

Il est rappelé que compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des impôts différés actifs, ces derniers ne sont pas activés par le groupe dans les comptes consolidés (voir Note 4.10).

Le groupe ne détient pas d'autres actifs non courants au 30 juin 2015.

NOTE 12 - STOCKS ET EN-COURS

Valeurs brutes	31/03/2014	31/12/2014	30/06/2015
Matières premières	982	1 156	1 000
Produits finis	162	190	350
Total	1 144	1 346	1 350
Provisions	31/03/2014	31/12/2014	30/06/2015
Matières premières	353	349	368
Produits finis	105	98	80
Total	458	447	448
Valeur nette	686	899	902

L'ensemble des stocks de Matières premières sont localisés chez Alpha MOS SA.

NOTE 13 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Valeur Brute	Montant Total	Moins d'un an	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Clients douteux	107		52	55
Clients et comptes rattachés	999	946	53	
Total	1 106	946	105	55
Provisions pour dépréciation	160		105	55
Valeur Nette	946	946	0	0
<i>Rappel 31/12/2014 - Valeur nette</i>	<i>1 030</i>	<i>1 030</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Le poste Clients intègrait au 31 décembre 2014 un montant de 5 k€ de créances affacturées antérieurement au 31 décembre 2014. Au 30 juin 2015, il n'y a pas de créances affacturées antérieurement au 30 juin 2015.

Sur les créances échues à moins d'un an, la maturité est la suivante (en k€):

- Moins de 30 jours	171
- Entre 31 et 60 jours	130
- Entre 60 et 90 jours	22

NOTE 14 – EVOLUTION DES PROVISIONS SUR ACTIF

Provisions pour dépréciation	31/12/2014	Dotations de la période	Reprises Utilisées	Reprises non utilisées	30/06/2015
sur Immobilisations Incorporelles	270	40		0	310
sur Immobilisations Corporelles	0				0
sur Immobilisations Financières	0			0	0
sur Créances douteuses	232	13	84	0	161
sur Stocks et En-Cours	447	8	7	0	448
Total	949	61	91	0	919

NOTE 15 – AUTRES ACTIFS COURANTS

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Autres actifs courants	868	825	771
Crédit Impôt Recherche et CICE	989	1 001	409
Charges constatées d'avance	203	202	106
Total	2 060	2 028	1 286

Les autres actifs courants sont composés principalement de créances fiscales (TVA déductible à récupérer - CICE), de créances sur le factor dont le dépôt de garantie, ainsi que d'avances versées aux fournisseurs.

Il comprend également le remboursement des dettes fournisseurs en attente d'affectation conformément au plan de remboursement.

La créance de CIR comprend la créance au titre de l'année civile 2014 et du 1^{er} semestre 2015.

NOTE 16 – PLACEMENT A COURT TERME ET TRESORERIE ET EQUIVALENTS

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de 45 k€ en France en SICAV nanties en garantie d'un prêt à moyen terme LCL et reclassées en immobilisations financières (voir Note 10).

Pour rappel, la société détient 32 198 actions autocontrôlées au 30 juin 2015 valorisées en date de clôture à 29 974,80€ qui sont donc neutralisées dans les comptes consolidés en moins des capitaux propres

Ce poste comprend également deux comptes à terme pour un montant total de 3 500k€.

Le premier, pour un montant de 3 000k€, a été souscrit le 31 mai 2015 à échéance au 31 août 2015. Il est rémunéré au taux nominal annuel brut de 0.40% soit un taux de rendement actuariel annuel brut de 0.40%.

Le second, pour un montant de 500k€, a été souscrit le 26 juin 2015 à échéance au 26 juillet 2015. Il est rémunéré au taux nominal annuel brut de 0.30% soit un taux de rendement actuariel annuel brut de 0.30%.

La trésorerie se répartissait comme suit (contrepartie en k€) au 30 juin 2015 :

France	4 737 k€
Etats Unis	65 k€
Japon	393 k€
Chine	47 k€
Boyd Sense	76 k€
Total	5 318 k€

NOTE 17 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2015, le capital social était composé de 22 974 502 titres d'une valeur nominale de 0,2 €.

Catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de période	Créés pendant la période	Remboursés pendant la période	En fin de période
Actions ordinaires	0,2 €	22 868 374	106 128	0	22 974 502

Exercice de BSA au cours de l'exercice.

Au 30 juin 2015, il restait 32.198 titres autodétenus sur le contrat de liquidité (au 31 décembre 2014: 32.198 titres).

NOTE 18 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour	31/12/2014	Dotations	Reprises	Reprises	30/06/2015
		de la période	Utilisées	non utilisées	
Litiges	228		80	14	134
Indemnités de Départ en Retraite	108		15	16	107
Remboursement de Subventions	29			29	0
Total	365	0	95	59	241

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux, douaniers ou administratifs.

Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante. Le Groupe se défend devant les tribunaux chaque fois qu'il s'estime dans son droit. Des provisions relatives à chaque risque sont constituées au fur et à mesure en fonction des avis d'experts et du stade d'évolution de chaque dossier traité individuellement.

Sur les autres risques, la société a estimé avoir constitué au 30 juin 2015 des provisions suffisantes.

L'attention du lecteur est attirée sur la Note 22 Passifs Eventuels.

NOTE 19 – INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Les engagements de retraite de la société française (Indemnité de Fin de Carrière) reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : 2.40 % au 30 juin 2015 (1.49% au 31 décembre 2014),
- Taux de progression des salaires : 2.5 % au 30 juin 2015, (2.5% au 31 décembre 2014),
- Taux de rotation du personnel : 11.5% (en moyenne, décroissant avec l'ancienneté), Table de mortalité : TV et TD 88-90
- Age de départ : 65 ans pour les cadres et les non-cadres

La provision calculée au 30 juin 2015 selon ces hypothèses s'élève à 107 k€ et impacte ainsi le résultat consolidé de la période pour +16 k€.

L'IAS 19 révisée oblige de constater immédiatement et en totalité les écarts actuariels en autres éléments du résultat global. Les hypothèses actuarielles modifiées par rapport à l'exercice précédent concernent le taux d'actualisation. Conformément à l'IAS 19 l'écart actuariel de la période a été comptabilisé en capitaux propres pour 15k€.

NOTE 20 – PASSIFS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Valeur Brute	Montant	Courants	Non-Courants
	Total	(moins d'1 an)	(plus d'1 an)
Emprunts bancaires et assimilés	1 949	201	1 748
Intérêts courus non-échus	0	0	0
Dettes fournisseurs à plus d'un an	709		709
Dettes sociales à plus d'un an	548		548
Dettes fiscales à plus d'un an	177		177
Total	3 383	201	3 182
<i>Rappel 31/12/2014</i>	<i>2 730</i>	<i>157</i>	<i>2 573</i>

La société a perçu au cours de la période 372 k€ d'avances conditionnées. Le montant des prêts de 1 653 k€ font l'objet d'un étalement de remboursement sur 9 ans suite au plan d'apurement du passif décidé par le Tribunal de commerce de Toulouse en date du 19 septembre 2014. Cet étalement concerne uniquement la France.

Les autres passifs non courants sont composés également des dettes fournisseurs, sociales et fiscales qui sont remboursables à plus d'un an dans le cadre du plan de continuation de la société.

Compte tenu des modifications apportées aux caractéristiques des dettes, ces dernières ont été enregistrées au bilan à leur juste valeur à la date d'homologation du plan. La juste valeur des dettes a été déterminée en calculant la somme des remboursements futurs actualisés.

Les dettes en Euros à plus d'un an ont été actualisées au taux de 5% (sauf les dettes fiscales) et représentent 3 517 k€ en valeur brute et 3 006 k€ en valeur actuelle.

L'impact de l'actualisation enregistré dans le résultat financier au 30 juin 2015 s'élève à -27K€

Le plan de remboursement des emprunts, des dettes fournisseurs, sociales et fiscales à plus d'un an s'effectue selon les modalités suivantes :

- ⇒ 9 échéances annuelles progressives (année 1 : 4%, Année 2 : 6%, Année 3 : 8%, Année 4 : 8%, Année 5 : 8%, Année 6 : 16,5%, Année 7 : 16,5%, Année 8 : 16,5%, Année 9 : 16,5%,
- ⇒ règlement en 36 trimestrialités entre les mains du commissaire à l'exécution du plan.

La société ne bénéficie pas de concours court terme sous forme de découvert.

Elle dispose d'outils de mobilisation de ses créances d'exploitation sous la forme d'affacturage auprès de Eurofactor et, pour les créances publiques y éligibles, de mobilisation auprès d'OSEO.

Au 30 juin 2015, les montants mobilisés à ce titre étaient les suivants :

- Eurofactor 0 k€ Plafond : sans
- OSEO 0 k€ Plafond : 400 k€

Les financements en location sont indiqués en Note 32.

La filiale japonaise avait contracté sur les exercices précédents, un emprunt de 60 millions de yens (env. 600 k€). Au 30 juin 2015, le solde du s'élevait à 131 k€, dont 58 k€ à moins d'un an.

Suite à la validation du plan d'apurement du passif, les passifs financiers à moins d'un an se répartissent comme suit :

Alpha MOS SA :

• Prêt LCL	4 k€
• Prêt TOTAL	20 k€
• Prêt OSEO Export	43 k€
• Prêt BNP COFACE Amérique du Sud	2 k€
• COFACE Japon	8 k€
• COFACE Inde	5 k€
• COFACE Chine	25 k€
• COFACE Amérique Latine	5 k€
• Prêt OSEO mobilisation CICE	1 k€
• Intérêts courus non échus	1 k€

Alpha MOS Japan KK

• Prêt bancaire	58 k€
-----------------	-------

NOTE 21 – PASSIFS COURANTS

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Fournisseurs et comptes rattachés	719	938	1 402
Autres dettes	1 427	1 561	2 195
Produits constatés d'avance	304	518	854
Total	2 450	3 017	4 451

Les autres dettes comprennent les dettes fiscales et sociales, les acomptes versés par les clients et les subventions d'investissement.

NOTE 22 – PASSIFS EVENTUELS

- Divers litiges sont en cours à la date de clôture. Des provisions destinées à couvrir les risques ont été constituées pour un montant total de 239 k€.

NOTE 23 – INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

Pour l'ensemble des membres de la Direction, le total des rémunérations est détaillé en note 33.

NOTE 24 – IMPOTS**-Preuve de l'impôt**

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/14 (3 mois)	31/03/2014 (6 mois)
Résultat comptable avant impôts	(375)	(23)	(1196)
Impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante	125	8	399
Différences permanentes		5	(1)
Crédits d'impôts	41	47	91
Incidence des pertes fiscales sur le résultat		(67)	(571)
Différentiels de taux d'imposition		(14)	(29)
Autres	((168)	(18)	113
Charge d'impôt effective	(2)	(38)	1

- Déficit fiscal :

L'imputation de ces déficits sur des bénéfices futurs ne peut pas s'envisager avec certitude à court terme. En conséquence, la société ne comptabilise pas les Impôts différés actifs.

Au 30 juin 2015, le montant des déficits reportables est le suivant :

Déficits fiscaux ordinaires France	11.358 k€	
Déficits fiscaux US	2.841 k€	(4.073 k\$)

NOTE 25 – CHARGES DE PERSONNEL

25.1 - Les charges de personnel incluent la valorisation des bons de souscription d'actions consentis au personnel qui est nulle pour la période.

25.2 – La répartition des charges de personnel sur la période est la suivante (période de 6 mois):

France	1 364 k€
Japon	261 k€
Etats-Unis	261 k€
Chine	30 k€
Boyd Sense	120 k€

Le représentant en Inde est géré à travers un contrat de portage avec une société indienne dont il est salarié. Les honoraires de cette société sont enregistrés en Autres charges externes et n'ont pas été reclassés en Charges de Personnel. L'impact n'est pas significatif.

NOTE 26 – AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014
Subventions d'Exploitation	6	3	13
Divers	24	34	45
Crédit d'Impôt Recherche	68	106	189
Total	98	143	247

Les subventions d'exploitation ont été reçues pour financer partiellement certains projets de recherche engagés par la société et un contrat CIFRE.

Le poste Divers comprend essentiellement des transferts de charges.

Le Poste Crédit Impôt Recherche est constitué du CIR calculé pour la période du 01 janvier 2015 au 30 juin 2015.

NOTE 27 – FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les charges directes de R&D hors coûts administratifs indirects s'élèvent pour la période à 308 k€ contre 302 k€ pour l'exercice 2014.

Ces charges sont constituées principalement des rémunérations du personnel employé à ces activités, des dépenses de fonctionnement directes (hors affectation de frais administratifs indirects) associées (études et prestations, fournitures et petit matériel), ainsi que des services extérieurs relevant de la même nature.

Ces charges sont comptabilisées exclusivement sur la société-mère consolidante, les filiales exerçant exclusivement une activité de commercialisation et de prestation de services associés.

Le montant ci-dessus s'entend avant activation d'une partie de ces charges en application d'IAS38.

NOTE 28 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les principaux postes comptabilisés en Autres produits et charges opérationnels sont :

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014
Produits \ Charges sur exerc. antérieurs	0	0	48
Amendes et pénalités diverses	-1	0	-8
Produits \ Charges sur cessions d'immo.	0	-12	0
Autres Produits(+) / Charges (-)		0	30
Total	- 1	-12	70

NOTE 29 - RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier intègre :

	30/06/2015 (6mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014
Résultat de Change	24	50	-43
Produits nets sur cession de VMP et juste valeur	0	0	10
Dotations \ Reprises sur provisions financières	0	0	0
Actualisation des emprunts et dettes à plus d'un an	-27	-23	0
Autres Produits \ Charges financiers	25	-1	6
Total	22	26	-28

Le résultat financier est composé de l'actualisation au taux de 5% des dettes à plus d'un an (détail dans la note 20) qui génère sur la période une charge financière de 27 k€.

NOTE 30 – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation (22 974 502) est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées de la détention par le Groupe de ses propres actions (à travers le contrat de liquidité).

Le nombre maximum d'actions à créer en tenant compte de l'exercice de l'ensemble des instruments détaillés Note 34 est de 33 000. Ce nombre n'inclut pas les actions pouvant être créées au titre des délégations donnés au Conseil d'Administration par l'Assemblée générale du 27 Mars 2013 (Note 34)

Nombre d'actions dilué :	23 007 502
Résultat net par action :	- 0,016 €
Résultat net par action dilué :	- 0,016 €

NOTE 31 – EFFECTIF MOYEN

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)	31/03/2013 (6 mois)
Effectif moyen France	43	39	50
- cadres (y compris mandataire social)	31	22	32
- non cadres	12	17	18
Effectif moyen Filiales	17	12	18
Total	62	51	68

NOTE 32 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

Affacturation : Au 30 juin 2015, Alpha Mos n'a plus recours plus à l'affacturation.

Crédit-bail : Le groupe n'a pas de contrat de crédit-bail en cours.

Locations : La société a conclu un certain nombre de contrats de location relatifs à des véhicules, des équipements informatiques et bureautique et des logiciels. Le montant des loyers dus au titre de ces contrats s'élève à 21 k€ à moins d'un an et 14 k€ à plus d'un an.

Ventes et achats à terme de devises :

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change. Elle n'a procédé à aucune opération de couverture de change à terme au cours de l'exercice. Toutes les opérations de change sont réalisées au comptant.

Au 30 juin 2015, la société n'avait aucun engagement à terme ou sur instrument dérivé.

Garanties données

Bénéficiaire	Nature	Montant
LCL (Prêt)	Nantissement titres	45 k€
Clients Inde	Garantie de bonne fin	19 k€
BNP	Garantie de bonne exécution	6 k€

Garanties reçues

Objet	Nature	Montant
Prêt LCL (300k€)	Garantie OSEO sur 60 %	180 k€
Prêt OSEO (150 k€)	Garantie Fonds International	90 k€
Prêt Alpha MOS KK (60 MY)	Cautiion personnelle du dirigeant de filiale	60 MYens
Location Informatique BNP	Garantie OSEO	102 k€
Garantie bancaire	Garantie à première demande Client Inde	7 k€

Engagements de retraite :

L'évaluation des engagements au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 105 k€ (Voir Note 19).

NOTE 33 – REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION – MODALITES DE RUPTURE DES MANDATS SOCIAUX

La rémunération des organes de direction ne concerne que la rémunération du Président du Conseil d'Administration.

Elle se compose, avantages en nature compris, comme suit :

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
	(6 mois)	(3 mois)	(6 mois)
Traitement PDG avantages en nature compris en euros	95 350	41.990	81.962

Le Conseil d'administration du 24 octobre 2014 a fixé la détermination de la rémunération variable du Président-Directeur général.. Au titre de l'exercice clos au 30 juin 2015 il n'y a pas de provision comptabilisée.

L'Assemblée Générale du 2 juin 2015 avait fixé à 30.000 euros le montant maximum des jetons de présence pouvant être attribués aux administrateurs au titre de l'exercice en cours (7^{ème} résolution). Ces jetons de présence n'ont pas été payés au 30 juin 2015.

Au titre de cet exercice, une provision de 15 k€ a été comptabilisée.

Il n'est prévu aucune modalité particulière de rupture des mandats sociaux.

NOTE 34 – TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL**Options de souscription d'actions**

Date d'assemblée	31 mars 2008
Dates des conseils d'administration	9 juillet 2009
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	79 000
Dont Conseil d'Administration	0
Point de départ d'exercice des 1ères options	09 juillet 2013
Date d'expiration des dernières options	09 juillet 2016
Prix de souscription	3,24 euros
Nombre d'actions souscrites au 30 juin 2015	0
Nombre d'actions annulées au 30 juin 2015	46 000
Solde d'actions à souscrire au 30 juin 2015	33 000

Récapitulatif au 30 juin 2015

Plan	Prix	Nombre d'actions pouvant être créées	Dont Membres C.A
Options 2009	3,24 €	33.000	0
TOTAL		33.000	0

Dans l'hypothèse où la totalité des titres donnant accès au capital serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 1%.

Nouvelles autorisations

L'assemblée générale de la Société du 28 mars 2014 a de façon générale confirmé les délégations données au conseil d'administration.

Le tableau ci-dessous présente, de façon synthétique, les délégations qui ont eu cours sur la période :

Nature de la délégation	Montant nominal maximal autorisé	Plafond global fixé	Durée de la délégation	Utilisation
Emission d'actions nouvelles avec maintien du DPS	800.000 €	1.000.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles sans maintien du DPS	800 000 €	1.000.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles en cas d'OPE	800 000 €	1.000.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles en rémunération d'apports en nature	10% du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles par placement privé	20 % du capital social	800.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions réservées aux salariés	3% du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant
Attribution d'actions gratuites par voie d'émission d'actions nouvelles et/ou de rachat d'actions existantes au profit des salariés et des mandataires	10 % du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant
Attribution de d'options de souscription ou d'achat d'actions au profit des salariés et des mandataires	10 % du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant

Le plafond de 1 Million d'euros est commun à l'ensemble des opérations réalisées de manière combinée pendant la durée des délégations consenties.

Le texte intégral de l'ensemble des résolutions des Assemblées Générales du 27/03/2013 et du 28/03/2014 ayant consenti les délégations ci-avant résumées, ainsi que les textes des Rapports établis par les Commissaires aux comptes sur lesdites résolutions sont disponible sur le site de la Société : <http://www.alpha-mos.com/fr/alpha-mos/information-investisseurs.php> Rubrique Assemblée Générale Mixte.

Aucune des résolutions ci-avant décrite n'a été utilisée au 30 juin 2015, ni à la date d'arrêté des comptes consolidés.

NOTE 35 – INFORMATION RELATIVE A LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Il a été considéré que la valeur comptable des actifs et passifs financiers était représentative de la juste valeur au 30 juin 2015.

NOTE 36 – GESTION DES RISQUES

Cours de conversion des devises employées

Devises	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Dollar américain (1\$ = ...€)			
Cours de clôture	0,89373	0,82366	0,72527
Cours moyen	0,87000	0,81000	0,73020
Yen japonais (1JPY = ...€)			
Cours de clôture	0,006886	0,006886	0,007021
Cours moyen	0,007300	0,007000	0,007150
RMB chinois (1 RMB = ...€)			
Cours de clôture	0,144163	0,132735	0,116613
Cours moyen	0,141600	0,131200	0,119120

Risques de change

Chaque société du groupe réalise sa facturation dans sa devise nationale :

- France Facturation des clients hors groupe en Euros, et des filiales en devises
- Etats-Unis Facturation en Dollars américains
- Japon Facturation en Yens
- Chine Facturation en Yuans

La société n'a pas mis en place d'instrument financier de couverture du risque de change.

Risques de taux

Tous les engagements financiers de la société sont à taux / rémunération fixe.

Risques de liquidité

La société a mis en place depuis l'exercice clos le 30 septembre 2012 un ensemble de financements destinés à lui permettre d'assurer sa liquidité. Cette politique de gestion de la trésorerie s'est poursuivie depuis l'exercice ouvert le 1^{er} octobre 2013 par le recours à l'affacturage et à la mobilisation de diverses créances.

Par ailleurs, le risque de liquidité est réduit de façon significative puisque la société a bénéficié de deux augmentations de capital consécutives en 2014 venant ainsi renforcer les fonds propres de la société à hauteur de 6.731.757,72 €.

Risques liés à l'exécution des contrats

Il existe un risque que, en cas d'inexécution totale ou partielle de ses obligations envers ses partenaires, la société puisse être redevable de pénalités. Notamment, il existe un risque en cas de retard de livraison de matériel ou d'exécution de contrats de services ou de développement.

Il n'existe plus en date de clôture de risque identifié lié à l'exécution des contrats.

NOTE 37 – TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Trésorerie brute	5 318	5 956	508
Soldes bancaires débiteurs et concours bancaires courants	-	-	2
Trésorerie nette	5 318	5 956	506
Endettement financier brut	- 1 949	- 1 625	-1903
Endettement financier net	3 369	4 331	-1 398

Le détail de l'endettement financier est fourni en Note 20.

La variation des postes est explicitée par le Tableau des flux de trésorerie consolidé.

----- *fin du document* -----

Alpha Mos

Société Anonyme

20, avenue Didier Daurat

31400 Toulouse

**Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle**

EURAUDIT
81, boulevard Carnot
Résidence Cap Wilson
31000 Toulouse
Membre de la CRCC
de Toulouse

Deloitte & Associés
12, rue de Vidailhan
Immeuble Premium
31130 BALMA
Membre de la CRCC
de Versailles

Alpha Mos
Société Anonyme
20, avenue Didier Daurat
31400 Toulouse

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Alpha Mos, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Les commissaires aux comptes

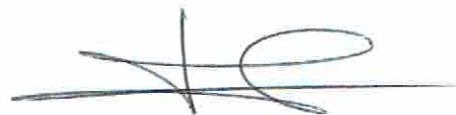
Toulouse, le 30 novembre 2015

Deloitte & Associés



Etienne ALIBERT

Euraudit



Julien DUFFAU

ETAT DE SITUATION FINANCIERE – ACTIF

ACTIF		30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
	Notes	(6 mois)	(3 mois)	(6 mois)
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	8	792 388	784 285	762 461
Ecarts d'acquisition	6,14	328 817	363 006	428 921
Immobilisations corporelles	9	196 652	162 439	236 809
Immobilisations financières	10	220 472	215 318	218 525
Autres actifs non courants	11	0	0	111 390
TOTAL I		1 538 330	1 525 047	1 758 107
Actifs courants				
Stocks et en-cours	14			
	12	901 919	898 656	686 019
Clients et comptes rattachés	13	946 161	1 029 871	1 195 573
Autres actifs courants	15	2 060 379	2 027 669	1 286 454
Placement à court terme				0
Trésorerie et équivalents	16	5 317 669	5 955 640	507 506
TOTAL II		9 226 128	9 911 836	3 675 553
TOTAL DE L'ACTIF		10 764 457	11 436 883	5 433 660

ETAT DE SITUATION FINANCIERE – PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014 (6 mois)
Capitaux propres				
Capital	17	4 599 384	4 576 361	833 809
Primes liées au capital		3 787 969	3 769 550	1 353 205
Réserves		- 2 589 274	- 2 589 268	-2 406 385
Résultat de l'exercice		-374 789	-61 540	-1 194 560
Intérêts minoritaires		- 155 849		
Ecart de conversion		- 376 307	- 212 365	-79 677
Subventions d'investissements				0
TOTAL I		4 891 134	5 482 738	-1 493 608
Passifs non courants				
Provisions pour risques et charges	18,19	240 817	363 937	570 364
Passifs financiers à long terme	20	1 748 546	1 473 374	1 326 987
Autres passifs non courants	20	1 434 155	1 100 089	
		3 423 519	2 937 400	1 897 351
Passifs courants				
Passifs financiers à court terme	20	200 839	157 116	578 465
Fournisseurs et comptes rattachés	21	719 547	938 132	1 402 231
Autres dettes et comptes régul	21	1 529 419	1 921 497	3 049 221
TOTAL II		2 449 805	3 016 745	5 029 917
TOTAL DU PASSIF		10 764 458	11 436 883	5 433 660

COMPTE DE RESULTAT

	Notes	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014 (6 mois)
Produits des activités ordinaires		3 742 196	2 072 671	3 572 523
Autres produits des activités courantes	26	98 127	143 329	247 181
Variation stock de produits finis		208 952	57 006	175 409
Achats consommés		-1 565 072	- 827 808	-1 392 625
Charges de personnel	25	-1 902 769	- 842 559	-2 224 383
Autres charges externes		-1 149 009	- 616 636	-1 111 707
Impôts et taxes		-76 873	- 18 177	-151 046
Dotations aux amortissements		-87 584	-40 246	-154 166
Variation des provisions		190 522	35 105	-199 454
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	-34 189	0	
Résultat opérationnel courant		-575 699	- 37 316	-1 238 268
Autres produits et charges opérationnels	28	-1 325	-12 296	70 079
Résultat opérationnel		-577 024	- 49 612	-1 168 189
Résultat financier	29	21 653	26 410	-27 629
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts		-555 371	- 23 201	-1 195 818
Impôt sur les bénéfices	24	-2 078	-38 338	1 258
Résultat net de l'ensemble consolidé		-557 450	- 61 540	-1 194 560
Part revenant aux intérêts minoritaires	1	182 661	0	0
Résultat net part de groupe		-374 789	- 61 540	-1 194 560
Résultat par action (brut)		- 0.016	- 0.003	
Résultat par action (dilué)		- 0.016	- 0.003	-0.29

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'Euros	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Résultat net consolidé	-375	-61	-1195
Indemnités de départ à la retraite	-15	-26	
Effet d'impôt			
Eléments non reclassables en résultat			
Ecart de conversion	-164	-34	14
Effet d'impôt			-4
Eléments reclassables en résultat	-164	-34	10
Résultat global consolidé	-554	-121	- 1185

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	Capital Actions Ordinaires	Réserves et résultats non distribués	Ecart de Conversion	Ecart Actuariels	Part Minoritaires	Total
Au 30 septembre 2013	834	-1 057	-93			-314
Ecart de conversion			-84			-84
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres	0	0	-84			-84
Résultat net		-157				-157
Total du résultat global	0	-157	-84			-241
Au 30 septembre 2014	834	-1214	-178			-555
Augmentation de capital	3 742					3 742
Prime d'émission		2 417				2 417
Ecart de conversion			-34			-34
Ecart actuariels sur Indemnités départ à la retraite				-26		-26
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres	0	0	-34	-26		-60
Résultat net		-61				-61
Total du résultat global	0	-61	-34	-26		-121
Au 31 décembre 2014	4 576	1 142	-212	-26		5 483
Augmentation de capital	23					23
Prime d'émission		18				18
Ecart de conversion			-164			-164
Ecart actuariels sur Indemnités départ à la retraite				-15		-15
Total des charges et produits reconnus directement en capitaux propres	0	0	-164			-179
Correction Capitaux propres N-1		77				77
Résultat net du groupe		-375				-375
Intérêts minoritaires					-156	-156
Total du résultat global	0	-375				-375
Au 30 juin 2015	4 599	862	-376	-41	-156	4 891

ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

En € 000

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
	Net	Net	Net
Résultat net part du groupe	-375	-62	-1195
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie:			
Plus ou moins-value de cession	-	-	
Amortissements et provisions	15	57	190
Impôts différés	0	0	0
Charges et produits liés aux stock-options	0	0	0
Autres	29	38	14
Variation des actifs et passifs courants:			
Stocks	-3	-192	41
Clients et comptes rattachés	84	7	69
Autres actifs courants	-33	-423	258
Fournisseurs	-217	-17	76
Autres passifs	3	-165	812
Variation des autres actifs non courants	0	277	-111
Variation des écarts de conversion	-164	-34	14
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-661	-513	+168
Acquisition d'immobilisations	-141	-52	-91
Cessions d'immobilisations	0	0	0
Variation des intérêts minoritaires	-156	-	0
Variation des immobilisations financières	-5	-6	-18
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement	-302	-58	-109
Augmentation de capital	41	6 159	0
Variation des emprunts LT	373	0	0
Remboursement des emprunts à LT	-87	0	0
Variation des passifs financiers courants	0	-20	-74
Variation des dettes affacturage	0	-4	-334
Cession de comptes à terme et des autres actifs détenus à des fins de transactions			
Titres d'autocontrôle	0	0	0
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement	327	6 135	-408
VARIATION DE TRESORERIE	-636	5 564	-349
Trésorerie en début d'exercice	5 950	387	854
Trésorerie en fin d'exercice	5 314	5 950	505

GROUPE ALPHA MOS

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE

- Présentation
- Note 1 : Faits Majeurs de la période
- Note 2 : Evènements postérieurs à la clôture
- Note 3 : Continuité d'exploitation
- Note 4 : Règles et méthodes comptables
- Note 5 : Périmètre de consolidation
- Note 6 : Ecart d'acquisition
- Note 7 : Information sectorielle
- Note 8 : Tableau de variation des immobilisations incorporelles
- Note 9 : Tableau de variation des immobilisations corporelles
- Note 10 : Tableau de variation des immobilisations financières
- Note 11 : Autres actifs non courants
- Note 12 : Stocks et en-cours
- Note 13 : Clients et comptes rattachés
- Note 14 : Evolution des provisions sur actif
- Note 15 : Autres actifs courants
- Note 16 : Trésorerie et équivalents
- Note 17 : Composition du capital social
- Note 18 : Provisions pour risques et charges
- Note 19 : Indemnités de départ à la retraite
- Note 20 : Passifs financiers
- Note 21 : Passifs courants
- Note 22 : Passifs éventuels
- Note 23 : Information relative aux parties liées
- Note 24 : Impôts
- Note 25 : Charges de personnel
- Note 26 : Autres produits des activités courantes
- Note 27 : Frais de recherche et développement
- Note 28 : Autres produits et charges opérationnelles
- Note 29 : Résultat Financier
- Note 30 : Résultat par action
- Note 31 : Effectif moyen
- Note 32 : Engagements financiers
- Note 33 : Rémunération des organes sociaux – modalités de rupture des mandats sociaux
- Note 34 : Titres donnant accès au capital
- Note 35 : Information relative à la juste valeur des actifs et passifs financiers
- Note 36 : Gestion des risques
- Note 37 : Tableau de variation de l'endettement financier net

PRESENTATION

Les présents comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2015 sont établis par ALPHA M.O.S, société anonyme de droit français dont le siège est à Toulouse (31400) 20 avenue Didier Daurat.

ALPHA M.O.S est une société d'instrumentation qui conçoit, fabrique et commercialise, directement, via ses filiales et via des distributeurs :

- une gamme complète d'équipements innovants dédiés à la caractérisation olfactive, gustative et visuelle : nez, langues et yeux électroniques, ainsi que des instruments plus généraux de chromatographie,
- des systèmes de mesure en continu des nuisances olfactives en environnement,
- des services d'analyse sensorielle ou chimique en amont ou en accompagnement de la vente des produits
- des dispositifs spéciaux de préparation et extraction d'échantillons, en complément des produits, pour automatiser les analyses chimiques.

Créée en 1993, la société est cotée sur Euronext Paris Eurolist – Compartiment C (FR0000062804 ALM) depuis 1998.

NOTE 1 : FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Le 1^{er} semestre de l'exercice 2015, a été marqué par les événements suivants :

- Création de la filiale BOYD SENSE Inc au capital de 100.000 \$ basée à SAN FRANCISCO dans la Silicon Valley dont l'activité est le développement de solutions connectées de mesures personnalisées des paramètres de santé, bien être et d'environnement.
L'entrée de BoydSense dans le périmètre du groupe Alpha Mos impacte le résultat net de l'ensemble consolidé de la période pour -414k€. A périmètre constant à celui de l'exercice précédent, le résultat net de l'ensemble consolidé aurait été de -143k€.
- Modalités de remboursement du passif selon le plan de continuation de l'entreprise validé par décision du Tribunal le 19 septembre 2014 et mise en œuvre de ce plan au cours de l'exercice :

Pour mémoire, le passif qui était réparti de la façon suivante devrait être remboursé selon les modalités édictées ci-après :

- ⇒ Dettes fournisseurs : 492 061,95€
- ⇒ Dettes fiscales : 117 604,06€
- ⇒ Dettes sociales : 937 562,32€
- ⇒ Dettes financières : 1 799 880,09€
- ⇒ Autres dettes : 173 532€ (subvention projet Object World)

Modalités de remboursement :

- Paiement de la créance super privilégiée et des créances inférieures à 300 € pour un montant total de 354 349,38€.
- Poursuite de sept contrats de location ; Paiement à 100% du passif sur 9 ans selon la répartition suivante :
 - ⇒ 9 échéances annuelles progressives (année 1 : 4%, Année 2 : 6%, Année 3 : 8%, Année 4 : 8%, Année 5 : 8%, Année 6 : 16,5%, Année 7 : 16,5%, Année 8 : 16,5%, Année 9 : 16,5%),
 - ⇒ Règlement en 36 trimestrialités entre les mains du commissaire à l'exécution du plan,
 - ⇒ Décaissement en 18 semestrialités auprès des créanciers par le commissaire à l'exécution du plan, la première semestrialité devant être réglée 6 mois après l'homologation du plan.

Au cours de l'exercice, la société a procédé aux remboursements suivants :

- ⇒ Dettes fournisseurs : 9 736,05€
- ⇒ Dettes sociales : 199 177,74€
- ⇒ Dettes fiscales : 2 352,08€
- ⇒ Dettes financières : 35 036,59€
- ⇒ Autres dettes : 3 470,64€
- ⇒ Paiement d'une trimestrialité pour 36 878,28€. La ventilation par nature de dette n'ayant pas été validée pour l'instant par le juge commissaire à l'exécution du plan, les soldes des dettes au 30

juin 2015 ne tiennent pas compte de ce paiement qui figure au 30 juin 2015 en totalité dans un compte d'actif en attente d'affectation (Confère note 15).

Afin de valider le plan, les garanties suivantes avaient été données :

- Suite à l'augmentation de capital intervenue lors de l'exercice précédent, la société DMS s'est engagée à ce que cette augmentation de capital demeure au sein de la société ALPHA MOS durant la durée du plan et ne fera l'objet de remontées de trésorerie à d'autres sociétés du groupe DMS.
- Inaliénabilité du fonds de commerce durant toute la période du plan.
- Il n'y aura aucune distribution de dividendes pendant la durée d'exécution du plan.

NOTE 2 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

NOTE 3 : CONTINUITE D'EXPLOITATION

Les comptes ont été arrêtés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

NOTE 4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés IFRS présentés concernent le premier semestre de l'exercice 2015 pour Alpha Mos S.A. (France), société consolidante, et ses filiales.

1. Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié, les comptes consolidés intermédiaires du groupe Alpha Mos au 30 juin 2015 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2015 sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2014. Sauf la norme IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » qui est appliquée pour la première fois.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes, interprétations et amendements dont l'application est obligatoire pour la première fois sur les exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2014.

Celles-ci portent sur :

- IAS 27 R : Etats financiers individuels
- IAS 28 R : Participation dans des entreprises associées
- IFRS 10 : Etats financiers consolidés
- IFRS 11 : Accords conjoints
- IFRS 12 : Informations sur les participations
- IAS 32 : Compensation
- IAS 36 : Montant recouvrable
- IAS 39 : Novation
- Amendements IFRS 10,12 et 27R

Ces nouvelles normes ne sont pas toutes applicables au groupe. Pour celles qui sont applicables, il n'y a pas d'impact significatif sur les états financiers présentés.

Enfin, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais dont la date d'application obligatoire en Union Européenne est postérieure à la date du présent exercice ne sont pas appliquées par anticipation par le Groupe au 30 juin 2015.

2. Comptes consolidés

Les comptes consolidés de l'exercice 2015, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 septembre 2015. Ils sont libellés en euros.

3. Méthode de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Alpha Mos S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

4. Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture; leur compte de résultat est converti au taux moyen mensuel de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

5. Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2015 n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6. Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les principes énoncés ci-dessus oblige les dirigeants du Groupe à faire des estimations et à émettre des hypothèses qui affectent les montants consolidés des actifs et des passifs ainsi que les montants des charges et des produits enregistrés durant l'année dans le compte de résultat. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principaux postes concernés par ces estimations sont les suivants : les provisions sur stocks, les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur les comptes clients.

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation après analyse par famille de matériel stocké et/ou ligne à ligne pour l'ensemble des références en stock, lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les risques ont fait l'objet d'une analyse par dossier objet d'une réclamation d'un tiers ou susceptible de donner lieu à une réclamation.

7. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires) réalisé par le Groupe Alpha MOS se composent principalement de ventes de produits finis (nez, langues et yeux électroniques, chromatographes, échantillonneurs) dont le fait générateur de l'enregistrement en comptabilité est la livraison.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des prestations de services (études, travaux de recherche et développement..) est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation effective de ces prestations.

Conformément à la norme IAS 18 « Revenus », les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

Le produit des activités ordinaires correspondant à des contrats de sous-traitance est comptabilisé en fonction du pourcentage d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture. Les produits du contrat sont rattachés aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges. Aux premiers stades du contrat, si le résultat de celui-ci ne peut être estimé de façon fiable, les produits du contrat ne sont comptabilisés qu'à concurrence des coûts encourus dont le recouvrement est attendu.

8. Autres produits des activités courantes

Ils incluent principalement les subventions reçues dans le cadre de programmes de développement comptabilisées au prorata de l'avancement du projet et le crédit d'impôt recherche.

9. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des Autres produits et charges opérationnels, qui comprennent principalement l'effet :

- des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à-dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement,
- des plus ou moins-values ou dépréciations d'actifs,
- du résultat financier,
- des impôts courants et différés

10. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.

Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33,33 % pour la société mère.

Compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des Impôts Différés Actifs, ils ne sont pas reconnus. A titre d'information, le montant théorique des Impôts Différés Actifs au 30 juin 2015 s'élevait à 4 950 k€.

11. Frais de recherche et de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut :

- démontrer son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- évaluer précisément les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement,
- évaluer le coût de cet actif de façon fiable.

Le Groupe suit l'évolution de ses projets de développement individuellement. A partir du moment où les conditions énoncées dans la norme sont réunies, les frais identifiés sur le plan analytique sont activés net des subventions ou aides publiques en conformité avec IAS 20. L'amortissement est calculé sur les durées standards suivantes :

- Projets de développement de logiciels : 3 ans
- Projets de développement d'instruments : 5 ans.

Ce rythme peut être accéléré en fonction des perspectives de rentabilité par projet. Ainsi, la Société revoit, lors des Situations semestrielle et annuelle, le chiffre d'affaires réalisé sur chaque projet, la marge dégagée et les prévisions d'activité. Lorsque les réalisations sont inférieures aux hypothèses initiales en termes de marge, la Société procède à la dépréciation du projet par voie de provision.

Des provisions pour dépréciation ou un amortissement exceptionnel sont constatés lorsqu'il apparaît que les avantages économiques attendus ne sont pas atteints.

12. Autres immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement aux frais de dépôt de brevet (frais de dossiers) validés ou en cours de validation. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilisation estimée à 10 ans dès que leur validation est effective.

13. Ecart d'acquisition (Goodwill)

La norme IFRS3 révisée est applicable à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} octobre 2009. En application d'IFRS3R, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie remise le jour de l'acquisition. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

L'excédent de la somme du coût d'acquisition et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise par rapport au solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à la juste valeur est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part d'intérêt revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise ou à la juste valeur de l'ensemble des actifs nets de l'entité acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} octobre 2009 ont été comptabilisés selon la norme IFRS3 antérieure en application de laquelle, notamment, les frais d'acquisition étaient incorporés dans l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition comptabilisé séparément fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite ci-dessous.

Il est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel, sur une ligne «Dépréciations de l'écart d'acquisition».

Pour le test de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont rattachés aux Unités Génératrices de Trésorerie (ou groupes d'UGT) identifiés au sein du Groupe. Une UGT correspond à un ensemble homogène générant des flux de trésorerie identifiables et indépendants d'autres UGT.

14. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Pilotes et prototypes	Linéaire	3 ans
Matériel industriel	Linéaire ou dégressif	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	8 ans
Agencements, aménagements, installations	Linéaire	10 ans

15. Contrats de location financement

Les biens mobiliers détenus par voie de contrats de location sont comptabilisés au bilan quand la réalité économique du contrat correspond à un transfert de la propriété du bien et à un financement au regard de l'IAS 17.

16. Autres Actifs non courants

Les autres actifs non courants correspondent aux impôts différés actifs ainsi qu'à la quote-part du crédit d'impôt recherche dont le dénouement prévu à ce jour va au-delà d'un an.

Il est rappelé qu'en raison des incertitudes sur leur recouvrabilité future, les impôts différés actifs ne sont pas reconnus (voir 4.10 supra).

17. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est passée en revue et en cas d'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinies.

18. Stocks et encours

Les matières premières figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition hors frais de transport selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (Méthode F.I.F.O).

Les produits finis figurent à l'actif pour leur coût de revient qui intègre le coût de la matière première, les coûts de sous-traitance ainsi que les frais de main d'œuvre internes relatifs au contrôle qualité des capteurs.

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués selon leur coût d'acquisition ou leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

19. Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie. Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par les normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir ».

Comme indiqué en Notes 10 et 16 infra, les Valeurs mobilières de placement nanties ont été reclassées en Immobilisations Financières à compter de l'exercice 2012/2013.

Par ailleurs, la valeur nette du contrat de liquidité a été imputée sur les réserves consolidées à compter de l'exercice 2012/2013 (avec retraitement de 2011/2012 pour comparabilité), en application d'IAS 32.

19.1. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

Actifs détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat.

19.2 Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

19.3 Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Le Groupe couvre ponctuellement les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme. Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les instruments dérivés utilisés par le groupe peuvent être désignés comme instruments de couverture de flux futurs de trésorerie qui permettent de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place et si l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes pour les couvertures de flux futurs de trésorerie : la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en 'Résultat financier'. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

La société n'a qualifié aucun instrument de couverture à la clôture de la période.

Elle n'a utilisé aucun instrument de couverture sur la période.

20. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

21. Indemnités de départ à la retraite

Conformément à la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société mère sont intégralement provisionnés, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations.

Les évaluations sont effectuées en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La méthode de calcul intègre principalement une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite, un taux d'actualisation financière, un taux d'inflation, et des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS. Les écarts actuariels sont comptabilisés en capitaux propres. L'application rétrospective d'IAS 19 révisée n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers historiques présentés.

22. Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le CICE comptabilisé au cours de l'exercice intermédiaire arrêté au 30 juin 2015 s'élève à 24 571 €.

Le traitement comptable de ce crédit d'impôt a été opéré par le débit du compte « 444400 Etat CICE » et par le crédit du compte « 645840 CICE ».

La comptabilisation de ce crédit d'impôt au crédit d'un compte de charges de personnel vient diminuer le poids des charges de personnel sur l'exercice. Cette baisse des charges de personnel entraîne une amélioration de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et améliore dans la même proportion le résultat d'exploitation.

Ce crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi devrait permettre à notre entreprise de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution des fonds de roulement.

23. Plans de souscription et d'achat d'actions

Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres). La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

24. Subventions publiques

Le dispositif français de Crédit Impôt recherche est considéré comme une subvention publique.

La part des sommes correspondant au Développement de produits spécifiques est classée en moins des actifs et imputée au compte de résultat au même rythme que l'amortissement des actifs correspondant, en diminution de la charge d'amortissement. La part correspondant aux travaux de recherche est comptabilisée en Autres Produits des activités courantes.

NOTE 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Raison sociale	Forme	Siren	Capital social (en monnaie locale)	siège	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Alpha MOS	SA	389.274.846	4 573 675	Toulouse (31)	société mère	société mère	IG
Alpha MOS America	Inc (USA)	-	2.114.779	Maryland	100 %	100 %	IG
Alpha MOS UK	Ltd UK	-	2	Coventry	100 %	100%	IG
Alpha Mos Japan	KK (Japan)	-	10.000.000	Tokyo	100%	100%	IG
Alpha MOS (Shanghai) Instruments Trading Co	WOFE		1.002.000	Shanghai	100%	100%	IG
Boyd Sense	(USA)		100.000	Delaware	70%	70%	IG

Alpha MOS UK n'a pas d'activité significative depuis le 1^{er} octobre 2000.

NOTE 6 - ECART D'ACQUISITION

Alpha Mos S.A. a acquis le 11 juillet 2008 la totalité des parts sociales de la société française Périchrom installée en région parisienne et dont l'objet social est la fabrication et la vente de matériels et consommables destinés aux laboratoires.

La société Perichrom a été absorbée par Alpha MOS SA au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

L'acquisition de la société Périchrom a généré un écart d'acquisition de 484 K€ qui s'établit comme suit:

Prix d'acquisition	440 k€
Ajustement de prix	- 47 k€
Frais d'acquisition intégrés au coût des titres	76 k€
Capitaux propres de la société Périchrom au 11/07/2008	15 k€
Ecart d'acquisition	484 k€

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'écart d'acquisition de Périchrom est affecté est appréciée en fonction de la plus forte valeur entre:

- la valeur d'utilité appréciée sur la base des cash-flows futurs de trésorerie actualisés
- la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Le montant cumulé des dépréciations au 30 juin 2015 s'élève à 155 K€. Le test réalisé en date du 30 juin 2015, à induit une dépréciation complémentaire de 34 K€.

Les principales variables retenues sont les suivantes:

- les prix de ventes sont stables
- les prévisions de ventes d'unités de PR2100 sont décroissantes
- les prévisions de ventes d'ULYS sont en croissance
- le Taux d'actualisation est de 15%.

Une variation du taux de marge brute de 1% ou une variation du taux d'actualisation de 2% de plus nécessiterait une dépréciation complémentaire.

NOTE 7 - INFORMATION SECTORIELLE

Alpha M.O.S. n'opère que sur un seul secteur d'activité (instrumentation).

Sur le plan géographique, le Groupe commercialise ses produits aux Etats-Unis à travers sa filiale américaine et au Japon par l'intermédiaire de sa filiale Alpha Mos Japan.

Sur la période, et comme au cours de l'exercice précédent, la filiale chinoise créée en 2011 a exercé une activité commerciale et de support technique, les ventes sur la zone étant réalisées directement par la société-mère.

La société mère opère sur le reste du monde.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du groupe.
La répartition par zone géographique s'analyse comme suit:

	Social Alpha Mos America Inc	Social Alpha Mos Japan	Social Alpha Mos Chine	Social I Boyd Sense	Social Alpha Mos France	Elimination	Total
Au 30 juin 2015 (6 mois)							
Chiffre d'affaires (1)	825	1 106	59	0	2 549	-797	3 742
Valeur comptable des actifs (2)	614	831	157	89	11 123	-2 050	10 764
Résultat opérationnel	0	-61	-79	-609	56	116	-577
Investissements corporels et incorporels (2)	2	8	8	0	151	-29	140
Au 31 décembre 2014 (3 mois)							
Chiffre d'affaires (1)	364	791	72		1 266	-420	2 073
Valeur comptable des actifs (2)	574	856	188		11 046	- 1 227	11 437
Résultat opérationnel	145	112	-22		-303	18	-50
Investissements corporels et incorporels (2)	0	2	0		74	-24	52
Au 31 mars 2014 (6 mois)							
Chiffre d'affaires (1)	593	1 117	106		2 245	-490	3 573
Valeur comptable des actifs (2)	315	867	169		4 759	-954	5 157
Résultat opérationnel	66	65	-235		-1 409	328	-1 185
Investissements corporels et incorporels (2)	0	1	0		28		28

(1) Selon la situation géographique

(2) Selon l'implantation géographique des actifs

NOTE 8 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

30 juin 2015				
Valeurs brutes	31/12/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	30/06/2015
Frais R&D	1 073	54	0	1 127
Brevets	313	0	0	313
Brevets en cours de validation	50	4	0	54
Logiciels	97	3	0	100
Logiciels en cours	0	0	0	0
Total	1 533	61	0	1 594
Amortissements et Dépréciations				
	31/12/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	30/06/2015
Amortissement & Déprec des frais de R&D	412	44	0	456
Amortissement & Déprec des brevets	243	8	0	251
Amortissement & Déprec logiciels	94	1	0	95
Total	749	53	0	802
	<u>784</u>			<u>791</u>

L'évolution des frais de R&D immobilisés au cours de l'exercice intègre les charges immobilisées conformément aux principes d'IAS38.

31 décembre 2014				
Valeurs brutes	30/09/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/12/2014
Frais R&D	1 035	38	0	1 073
Brevets	313	0	0	313
Brevets en cours de validation	49	1	0	50
Logiciels	97	0	0	97
Logiciels en cours	0	0	0	0
Total	1 494	39	0	1 533
Amortissements et Dépréciations				
	30/09/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	31/12/2014
Amortissement & Déprec des frais de R&D	399	19	- 6	412
Amortissement & Déprec des brevets	238	5	0	243
Amortissement & Déprec logiciels	94	0	0	94
Total	731	24	- 6	749
	<u>763</u>			<u>784</u>

NOTE 9 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

30 juin 2015

Valeurs brutes	31/12/2014	Augmentations		Cessions de		30/06/2015
		de la période		la période		
Installations générales	216	6	0			222
Installations Techniques, Matériel et Outillage	855	34	- 6			883
Matériel de bureau & Informatique	183	25	0			208
Mobilier de bureau	34	8	0			41
Véhicules	56	7	0			63
Total	1 343	80	- 6			1 417
<i>Dont écart de conversion</i>		<i>11</i>	<i>0</i>			
Amortissements et Dépréciations		Augmentations		Cessions de		30/06/2015
		de la période		la période		
Amort. & Dépréc. Installations générales	166	8	0			174
Amort. & Dépréc. Install. Tech, Matériel et Outillage	766	19	- 6			779
Amort. & Dépréc. Matériel bureau et Informatique	162	13	0			175
Amort. & Dépréc. Mobilier de bureau	30	3	0			33
Amort. & Dépréc. véhicules	56	1	0			57
Total	1 181	45	- 6			1 220
<i>Dont écart de conversion</i>		<i>9</i>	<i>0</i>			
Valeur nette	162					197

31 décembre 2014

Valeurs brutes	30/09/2014	Augmentations de la période	Cessions de la période	31/12/2014
Installations générales	216	0	0	216
Installations Techniques, Matériel et Outillage	854	1	0	855
Matériel de bureau & Informatique	225	10	- 53	183
Mobilier de bureau	34	2	- 2	34
Véhicules	56	0	0	56
Total	1 385	13	- 55	1 343
<i>Dont écart de conversion</i>		0	- 3	
Amortissements et Dépréciations		Augmentations de la période	Cessions de la période	31/12/2014
	30/09/2014			
Amort. & Dépréc. Installations générales	162	4	0	166
Amort. & Dépréc. Install. Tech, Matériel et Outillage	760	6	0	766
Amort. & Dépréc. Matériel bureau et Informatique	218	6	- 62	162
Amort. & Dépréc. Mobilier de bureau	32	0	- 2	30
Amort. & Dépréc. véhicules	56	0	0	56
Total	1 228	16	- 62	1 181
<i>Dont écart de conversion</i>		0	- 6	
Valeur nette	157			162

NOTE 10 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Valeurs brutes	31/12/2014	Augmentations de la période	Diminutions de la période	30/06/2015
Prêts	45	0	0	45
Dépôts et cautionnements	125	7	- 2	130
Valeurs mobilières de placement	45	0	0	45
Total	215	7	- 2	220
Dont écart de conversion		3	0	
Provision sur dépôt et cautionnement	0		0	0
Total	0	0	0	0
Valeur nette	215			220

Les variations n'appellent pas de commentaire particulier.

NOTE 11 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Suite au changement de date de clôture, la créance de crédit d'impôt Recherche au titre de l'exercice, recouvrable à moins d'un an, est classée dorénavant dans les actifs courants.

Il est rappelé que compte tenu de l'incertitude sur la recouvrabilité des impôts différés actifs, ces derniers ne sont pas activés par le groupe dans les comptes consolidés (voir Note 4.10).

Le groupe ne détient pas d'autres actifs non courants au 30 juin 2015.

NOTE 12 - STOCKS ET EN-COURS

Valeurs brutes	31/03/2014	31/12/2014	30/06/2015
Matières premières	982	1 156	1 000
Produits finis	162	190	350
Total	1 144	1 346	1 350
Provisions	31/03/2014	31/12/2014	30/06/2015
Matières premières	353	349	368
Produits finis	105	98	80
Total	458	447	448
Valeur nette	686	899	902

L'ensemble des stocks de Matières premières sont localisés chez Alpha MOS SA.

NOTE 13 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Valeur Brute	Montant Total	Moins d'un an	Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Clients douteux	107		52	55
Clients et comptes rattachés	999	946	53	
Total	1 106	946	105	55
Provisions pour dépréciation	160		105	55
Valeur Nette	946	946	0	0
<i>Rappel 31/12/2014 - Valeur nette</i>	<i>1 030</i>	<i>1 030</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Le poste Clients intégrait au 31 décembre 2014 un montant de 5 k€ de créances affacturées antérieurement au 31 décembre 2014. Au 30 juin 2015, il n'y a pas de créances affacturées antérieurement au 30 juin 2015.

Sur les créances échues à moins d'un an, la maturité est la suivante (en k€):

- Moins de 30 jours	171
- Entre 31 et 60 jours	130
- Entre 60 et 90 jours	22

NOTE 14 – EVOLUTION DES PROVISIONS SUR ACTIF

Provisions pour dépréciation	31/12/2014	Dotations de la période	Reprises Utilisées	Reprises non utilisées	30/06/2015
sur Immobilisations Incorporelles	270	40		0	310
sur Immobilisations Corporelles	0				0
sur Immobilisations Financières	0			0	0
sur Créances douteuses	232	13	84	0	161
sur Stocks et En-Cours	447	8	7	0	448
Total	949	61	91	0	919

NOTE 15 – AUTRES ACTIFS COURANTS

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Autres actifs courants	868	825	771
Crédit Impôt Recherche et CICE	989	1 001	409
Charges constatées d'avance	203	202	106
Total	2 060	2 028	1 286

Les autres actifs courants sont composés principalement de créances fiscales (TVA déductible à récupérer - CICE), de créances sur le factor dont le dépôt de garantie, ainsi que d'avances versées aux fournisseurs. Il comprend également le remboursement des dettes fournisseurs en attente d'affectation conformément au plan de remboursement.

La créance de CIR comprend la créance au titre de l'année civile 2014 et du 1^{er} semestre 2015.

NOTE 16 – PLACEMENT A COURT TERME ET TRESORERIE ET EQUIVALENTS

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de 45 k€ en France en SICAV nanties en garantie d'un prêt à moyen terme LCL et reclassées en immobilisations financières (voir Note 10).

Pour rappel, la société détient 32 198 actions autocontrôlées au 30 juin 2015 valorisées en date de clôture à 29 974,80€ qui sont donc neutralisées dans les comptes consolidés en moins des capitaux propres

Ce poste comprend également deux comptes à terme pour un montant total de 3 500k€.

Le premier, pour un montant de 3 000k€, a été souscrit le 31 mai 2015 à échéance au 31 août 2015. Il est rémunéré au taux nominal annuel brut de 0.40% soit un taux de rendement actuariel annuel brut de 0.40%.

Le second, pour un montant de 500k€, a été souscrit le 26 juin 2015 à échéance au 26 juillet 2015. Il est rémunéré au taux nominal annuel brut de 0.30% soit un taux de rendement actuariel annuel brut de 0.30%.

La trésorerie se répartissait comme suit (contrepartie en k€) au 30 juin 2015 :

France	4 737 k€
Etats Unis	65 k€
Japon	393 k€
Chine	47 k€
Boyd Sense	76 k€
Total	5 318 k€

NOTE 17 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2015, le capital social était composé de 22 974 502 titres d'une valeur nominale de 0,2 €.

Catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de période	Créés pendant la période	Remboursés pendant la période	En fin de période
Actions ordinaires	0,2 €	22 868 374	106 128	0	22 974 502

Exercice de BSA au cours de l'exercice.

Au 30 juin 2015, il restait 32.198 titres autodétenus sur le contrat de liquidité (au 31 décembre 2014: 32.198 titres).

NOTE 18 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour	31/12/2014	Dotations de la période	Reprises Utilisées	Reprises non utilisées	30/06/2015
Litiges	228		80	14	134
Indemnités de Départ en Retraite	108		15	16	107
Remboursement de Subventions	29			29	0
Total	365	0	95	59	241

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux, douaniers ou administratifs.

Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante. Le Groupe se défend devant les tribunaux chaque fois qu'il s'estime dans son droit. Des provisions relatives à chaque risque sont constituées au fur et à mesure en fonction des avis d'experts et du stade d'évolution de chaque dossier traité individuellement.

Sur les autres risques, la société a estimé avoir constitué au 30 juin 2015 des provisions suffisantes.

L'attention du lecteur est attirée sur la Note 22 Passifs Eventuels.

NOTE 19 – INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Les engagements de retraite de la société française (Indemnité de Fin de Carrière) reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : 2.40 % au 30 juin 2015 (1.49% au 31 décembre 2014),
- Taux de progression des salaires : 2.5 % au 30 juin 2015, (2.5% au 31 décembre 2014),
- Taux de rotation du personnel : 11.5% (en moyenne, décroissant avec l'ancienneté), Table de mortalité : TV et TD 88-90
- Age de départ : 65 ans pour les cadres et les non-cadres

La provision calculée au 30 juin 2015 selon ces hypothèses s'élève à 107 k€ et impacte ainsi le résultat consolidé de la période pour +16 k€.

L'IAS 19 révisée oblige de constater immédiatement et en totalité les écarts actuariels en autres éléments du résultat global. Les hypothèses actuarielles modifiées par rapport à l'exercice précédent concernent le taux d'actualisation. Conformément à l'IAS 19 l'écart actuariel de la période a été comptabilisé en capitaux propres pour 15k€.

NOTE 20 – PASSIFS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Valeur Brute	Montant	Courants	Non-Courants
	Total	(moins d'1 an)	(plus d'1 an)
Emprunts bancaires et assimilés	1 949	201	1 748
Intérêts courus non-échus	0	0	0
Dettes fournisseurs à plus d'un an	709		709
Dettes sociales à plus d'un an	548		548
Dettes fiscales à plus d'un an	177		177
Total	3 383	201	3 182
<i>Rappel 31/12/2014</i>	<i>2 730</i>	<i>157</i>	<i>2 573</i>

La société a perçu au cours de la période 372 k€ d'avances conditionnées. Le montant des prêts de 1 653 k€ font l'objet d'un étalement de remboursement sur 9 ans suite au plan d'apurement du passif décidé par le Tribunal de commerce de Toulouse en date du 19 septembre 2014. Cet étalement concerne uniquement la France.

Les autres passifs non courants sont composés également des dettes fournisseurs, sociales et fiscales qui sont remboursables à plus d'un an dans le cadre du plan de continuation de la société.

Compte tenu des modifications apportées aux caractéristiques des dettes, ces dernières ont été enregistrées au bilan à leur juste valeur à la date d'homologation du plan. La juste valeur des dettes a été déterminée en calculant la somme des remboursements futurs actualisés.

Les dettes en Euros à plus d'un an ont été actualisées au taux de 5% (sauf les dettes fiscales) et représentent 3 517 k€ en valeur brute et 3 006 k€ en valeur actuelle.

L'impact de l'actualisation enregistré dans le résultat financier au 30 juin 2015 s'élève à -27K€

Le plan de remboursement des emprunts, des dettes fournisseurs, sociales et fiscales à plus d'un an s'effectue selon les modalités suivantes :

- ⇒ 9 échéances annuelles progressives (année 1 : 4%, Année 2 : 6%, Année 3 : 8%, Année 4 : 8%, Année 5 : 8%, Année 6 : 16,5%, Année 7 : 16,5%, Année 8 : 16,5%, Année 9 : 16,5%,
- ⇒ règlement en 36 trimestrialités entre les mains du commissaire à l'exécution du plan.

La société ne bénéficie pas de concours court terme sous forme de découvert.

Elle dispose d'outils de mobilisation de ses créances d'exploitation sous la forme d'affacturage auprès de Eurofactor et, pour les créances publiques y éligibles, de mobilisation auprès d'OSEO.

Au 30 juin 2015, les montants mobilisés à ce titre étaient les suivants :

- Eurofactor 0 k€ Plafond : sans
- OSEO 0 k€ Plafond : 400 k€

Les financements en location sont indiqués en Note 32.

La filiale japonaise avait contracté sur les exercices précédents, un emprunt de 60 millions de yens (env. 600 k€). Au 30 juin 2015, le solde du s'élevait à 131 k€, dont 58 k€ à moins d'un an.

Suite à la validation du plan d'apurement du passif, les passifs financiers à moins d'un an se répartissent comme suit :

Alpha MOS SA :

• Prêt LCL	4 k€
• Prêt TOTAL	20 k€
• Prêt OSEO Export	43 k€
• Prêt BNP COFACE Amérique du Sud	2 k€
• COFACE Japon	8 k€
• COFACE Inde	5 k€
• COFACE Chine	25 k€
• COFACE Amérique Latine	5 k€
• Prêt OSEO mobilisation CICE	1 k€
• Intérêts courus non échus	1 k€

Alpha MOS Japan KK

• Prêt bancaire	58 k€
-----------------	-------

NOTE 21 – PASSIFS COURANTS

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Fournisseurs et comptes rattachés	719	938	1 402
Autres dettes	1 427	1 561	2 195
Produits constatés d'avance	304	518	854
Total	2 450	3 017	4 451

Les autres dettes comprennent les dettes fiscales et sociales, les acomptes versés par les clients et les subventions d'investissement.

NOTE 22 – PASSIFS EVENTUELS

- Divers litiges sont en cours à la date de clôture. Des provisions destinées à couvrir les risques ont été constituées pour un montant total de 239 k€.

NOTE 23 – INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

Pour l'ensemble des membres de la Direction, le total des rémunérations est détaillé en note 33.

NOTE 24 – IMPOTS**-Preuve de l'impôt**

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/14 (3 mois)	31/03/2014 (6 mois)
Résultat comptable avant impôts	(375)	(23)	(1196)
Impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante	125	8	399
Différences permanentes		5	(1)
Crédits d'impôts	41	47	91
Incidence des pertes fiscales sur le résultat		(67)	(571)
Différentiels de taux d'imposition		(14)	(29)
Autres	((168))	(18)	113
Charge d'impôt effective	(2)	(38)	1

- Déficit fiscal :

L'imputation de ces déficits sur des bénéfices futurs ne peut pas s'envisager avec certitude à court terme. En conséquence, la société ne comptabilise pas les Impôts différés actifs.

Au 30 juin 2015, le montant des déficits reportables est le suivant :

Déficits fiscaux ordinaires France	11.358 k€	
Déficits fiscaux US	2.841 k€	(4.073 k\$)

NOTE 25 – CHARGES DE PERSONNEL

25.1 - Les charges de personnel incluent la valorisation des bons de souscription d'actions consentis au personnel qui est nulle pour la période.

25.2 – La répartition des charges de personnel sur la période est la suivante (période de 6 mois):

France	1 364 k€
Japon	261 k€
Etats-Unis	261 k€
Chine	30 k€
Boyd Sense	120 k€

Le représentant en Inde est géré à travers un contrat de portage avec une société indienne dont il est salarié. Les honoraires de cette société sont enregistrés en Autres charges externes et n'ont pas été reclassés en Charges de Personnel. L'impact n'est pas significatif.

NOTE 26 – AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014
Subventions d'Exploitation	6	3	13
Divers	24	34	45
Crédit d'Impôt Recherche	68	106	189
Total	98	143	247

Les subventions d'exploitation ont été reçues pour financer partiellement certains projets de recherche engagés par la société et un contrat CIFRE.

Le poste Divers comprend essentiellement des transferts de charges.

Le Poste Crédit Impôt Recherche est constitué du CIR calculé pour la période du 01 janvier 2015 au 30 juin 2015.

NOTE 27 – FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les charges directes de R&D hors coûts administratifs indirects s'élèvent pour la période à 308 k€ contre 302 k€ pour l'exercice 2014.

Ces charges sont constituées principalement des rémunérations du personnel employé à ces activités, des dépenses de fonctionnement directes (hors affectation de frais administratifs indirects) associées (études et prestations, fournitures et petit matériel), ainsi que des services extérieurs relevant de la même nature.

Ces charges sont comptabilisées exclusivement sur la société-mère consolidante, les filiales exerçant exclusivement une activité de commercialisation et de prestation de services associés.

Le montant ci-dessus s'entend avant activation d'une partie de ces charges en application d'IAS38.

NOTE 28 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les principaux postes comptabilisés en Autres produits et charges opérationnels sont :

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014
Produits \ Charges sur exerc. antérieurs	0	0	48
Amendes et pénalités diverses	-1	0	-8
Produits \ Charges sur cessions d'immo.	0	-12	0
Autres Produits(+) / Charges (-)		0	30
Total	- 1	-12	70

NOTE 29 - RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier intègre :

	30/06/2015 (6mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014
Résultat de Change	24	50	-43
Produits nets sur cession de VMP et juste valeur	0	0	10
Dotations \ Reprises sur provisions financières	0	0	0
Actualisation des emprunts et dettes à plus d'un an	-27	-23	0
Autres Produits \ Charges financiers	25	-1	6
Total	22	26	-28

Le résultat financier est composé de l'actualisation au taux de 5% des dettes à plus d'un an (détail dans la note 20) qui génère sur la période une charge financière de 27 k€.

NOTE 30 – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation (22 974 502) est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées de la détention par le Groupe de ses propres actions (à travers le contrat de liquidité).

Le nombre maximum d'actions à créer en tenant compte de l'exercice de l'ensemble des instruments détaillés Note 34 est de 33 000. Ce nombre n'inclut pas les actions pouvant être créées au titre des délégations donnés au Conseil d'Administration par l'Assemblée générale du 27 Mars 2013 (Note 34)

Nombre d'actions dilué :	23 007 502
Résultat net par action :	- 0,016 €
Résultat net par action dilué :	- 0,016 €

NOTE 31 – EFFECTIF MOYEN

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (12 mois)	31/03/2013 (6 mois)
Effectif moyen France	43	39	50
- cadres (y compris mandataire social)	31	22	32
- non cadres	12	17	18
Effectif moyen Filiales	17	12	18
Total	62	51	68

NOTE 32 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

Affacturation : Au 30 juin 2015, Alpha Mos n'a plus recour plus à l'affacturation.

Crédit-bail : Le groupe n'a pas de contrat de crédit-bail en cours.

Locations : La société a conclu un certain nombre de contrats de location relatifs à des véhicules, des équipements informatiques et bureautique et des logiciels. Le montant des loyers dus au titre de ces contrats s'élève à 21 k€ à moins d'un an et 14 k€ à plus d'un an.

Ventes et achats à terme de devises :

La société n'a pas formalisé une stratégie globale de couverture du risque de change. Elle n'a procédé à aucune opération de couverture de change à terme au cours de l'exercice. Toutes les opérations de change sont réalisées au comptant.

Au 30 juin 2015, la société n'avait aucun engagement à terme ou sur instrument dérivé.

Garanties données

Bénéficiaire	Nature	Montant
LCL (Prêt)	Nantissement titres	45 k€
Clients Inde	Garantie de bonne fin	19 k€
BNP	Garantie de bonne exécution	6 k€

Garanties reçues

Objet	Nature	Montant
Prêt LCL (300k€)	Garantie OSEO sur 60 %	180 k€
Prêt OSEO (150 k€)	Garantie Fonds International	90 k€
Prêt Alpha MOS KK (60 MY)	Caution personnelle du dirigeant de filiale	60 MYens
Location Informatique BNP	Garantie OSEO	102 k€
Garantie bancaire	Garantie à première demande Client Inde	7 k€

Engagements de retraite :

L'évaluation des engagements au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 105 k€ (Voir Note 19).

NOTE 33 – REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION – MODALITES DE RUPTURE DES MANDATS SOCIAUX

La rémunération des organes de direction ne concerne que la rémunération du Président du Conseil d'Administration.

Elle se compose, avantages en nature compris, comme suit :

	30/06/2015 (6 mois)	31/12/2014 (3 mois)	31/03/2014 (6 mois)
Traitement PDG avantages en nature compris en euros	95 350	41.990	81.962

Le Conseil d'administration du 24 octobre 2014 a fixé la détermination de la rémunération variable du Président-Directeur général.. Au titre de l'exercice clos au 30 juin 2015 il n'y a pas de provision comptabilisée.

L'Assemblée Générale du 2 juin 2015 avait fixé à 30.000 euros le montant maximum des jetons de présence pouvant être attribués aux administrateurs au titre de l'exercice en cours (7^{ème} résolution). Ces jetons de présence n'ont pas été payés au 30 juin 2015.

Au titre de cet exercice, une provision de 15 k€ a été comptabilisée.

Il n'est prévu aucune modalité particulière de rupture des mandats sociaux.

NOTE 34 – TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL**Options de souscription d'actions**

Date d'assemblée	31 mars 2008
Dates des conseils d'administration	9 juillet 2009
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	79 000
Dont Conseil d'Administration	0
Point de départ d'exercice des 1ères options	09 juillet 2013
Date d'expiration des dernières options	09 juillet 2016
Prix de souscription	3,24 euros
Nombre d'actions souscrites au 30 juin 2015	0
Nombre d'actions annulées au 30 juin 2015	46 000
Solde d'actions à souscrire au 30 juin 2015	33 000

Récapitulatif au 30 juin 2015

Plan	Prix	Nombre d'actions pouvant être créées	Dont Membres C.A
Options 2009	3,24 €	33.000	0
TOTAL		33.000	0

Dans l'hypothèse où la totalité des titres donnant accès au capital serait exercée, l'effet dilutif serait d'environ 1%.

Nouvelles autorisations

L'assemblée générale de la Société du 28 mars 2014 a de façon générale confirmé les délégations données au conseil d'administration.

Le tableau ci-dessous présente, de façon synthétique, les délégations qui ont eu cours sur la période :

Nature de la délégation	Montant nominal maximal autorisé	Plafond global fixé	Durée de la délégation	Utilisation
Emission d'actions nouvelles avec maintien du DPS	800.000 €	1.000.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles sans maintien du DPS	800 000 €	1.000.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles en cas d'OPE	800 000 €	1.000.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles en rémunération d'apports en nature	10% du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions nouvelles par placement privé	20 % du capital social	800.000 €	27 mai 2015	Néant
Emission d'actions réservées aux salariés	3% du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant
Attribution d'actions gratuites par voie d'émission d'actions nouvelles et/ou de rachat d'actions existantes au profit des salariés et des mandataires	10 % du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant
Attribution de d'options de souscription ou d'achat d'actions au profit des salariés et des mandataires	10 % du capital social	1 000 000 €	27 mai 2015	Néant

Le plafond de 1 Million d'euros est commun à l'ensemble des opérations réalisées de manière combinée pendant la durée des délégations consenties.

Le texte intégral de l'ensemble des résolutions des Assemblées Générales du 27/03/2013 et du 28/03/2014 ayant consenti les délégations ci-avant résumées, ainsi que les textes des Rapports établis par les Commissaires aux comptes sur lesdites résolutions sont disponible sur le site de la Société : <http://www.alpha-mos.com/fr/alpha-mos/information-investisseurs.php> Rubrique Assemblée Générale Mixte.

Aucune des résolutions ci-avant décrite n'a été utilisée au 30 juin 2015, ni à la date d'arrêté des comptes consolidés.

NOTE 35 – INFORMATION RELATIVE A LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Il a été considéré que la valeur comptable des actifs et passifs financiers était représentative de la juste valeur au 30 juin 2015.

NOTE 36 – GESTION DES RISQUES

Cours de conversion des devises employées

Devises	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Dollar américain (1\$ = ...€)			
Cours de clôture	0,89373	0,82366	0,72527
Cours moyen	0,87000	0,81000	0,73020
Yen japonais (1JPY = ...€)			
Cours de clôture	0,006886	0,006886	0,007021
Cours moyen	0,007300	0,007000	0,007150
RMB chinois (1 RMB = ...€)			
Cours de clôture	0,144163	0,132735	0,116613
Cours moyen	0,141600	0,131200	0,119120

Risques de change

Chaque société du groupe réalise sa facturation dans sa devise nationale :

- France Facturation des clients hors groupe en Euros, et des filiales en devises
- Etats-Unis Facturation en Dollars américains
- Japon Facturation en Yens
- Chine Facturation en Yuans

La société n'a pas mis en place d'instrument financier de couverture du risque de change.

Risques de taux

Tous les engagements financiers de la société sont à taux / rémunération fixe.

Risques de liquidité

La société a mis en place depuis l'exercice clos le 30 septembre 2012 un ensemble de financements destinés à lui permettre d'assurer sa liquidité. Cette politique de gestion de la trésorerie s'est poursuivie depuis l'exercice ouvert le 1^{er} octobre 2013 par le recours à l'affacturage et à la mobilisation de diverses créances.

Par ailleurs, le risque de liquidité est réduit de façon significative puisque la société a bénéficié de deux augmentations de capital consécutives en 2014 venant ainsi renforcer les fonds propres de la société à hauteur de 6.731.757,72 €.

Risques liés à l'exécution des contrats

Il existe un risque que, en cas d'inexécution totale ou partielle de ses obligations envers ses partenaires, la société puisse être redevable de pénalités. Notamment, il existe un risque en cas de retard de livraison de matériel ou d'exécution de contrats de services ou de développement.

Il n'existe plus en date de clôture de risque identifié lié à l'exécution des contrats.

NOTE 37 – TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	30/06/2015	31/12/2014	31/03/2014
Trésorerie brute	5 318	5 956	508
Soldes bancaires débiteurs et concours bancaires courants	-	-	2
Trésorerie nette	5 318	5 956	506
Endettement financier brut	- 1 949	- 1 625	-1903
Endettement financier net	3 369	4 331	-1 398

Le détail de l'endettement financier est fourni en Note 20.

La variation des postes est explicitée par le Tableau des flux de trésorerie consolidé.

----- *fin du document* -----